



Le poème de Senghor à
Bourguiba

Leaders



Sarra Zaafrani Zenzri
Le réflexe de l'ingénieur
et l'esprit collectif

Dar Djellouli: Habitat urbain et pouvoir social



9 772233 227004

5G BOX TT

في دارك

DÉBIT JUSQU'À
100 MÉGA

À PARTIR DE
55 DT



Editorial

- 3** • Un triangle corrosif
Par Taoufik Habaieb

Opinion

- 12** • Les enjeux de la gouvernance des municipalités
Par Riadh Zghal

En couverture

- 15** • Sarra Zaafrani Zenr : Le réflexe de l'ingénieur et l'esprit collectif

Nation

- 20** • Slah Zouari : Réaliser tant de projets attendus
22 • Phosphates : Plan d'une ambition à notre portée
26 • Agriculture : La bataille de l'huile d'olive, de l'eau et de l'approvisionnement du marché

31 • **Dossier IA et formation des ingénieurs**

- 32** • IA et travail : opportunité ou menace
Par Maledh Marrakchi

- 36** • Le saut décisif
Par Karim Beguir

- 40** • Une opportunité sans précédent, mais aussi un test
Par Jaloul Ayed

- 42** • L'éducation à l'ère de l'IA : Révolution ou obsolescence programmée ?

Par Akram Temimi, Riadh Rebai, Khalil Amiri

- 46** • La formation d'ingénieurs en Tunisie à l'épreuve du XXI^e siècle : Un modèle à réinventer pour une compétitivité internationale

Par Mohamed Naceur Ammar

- 50** • Bourguiba 25 ans déjà

Chronique

- 52** • La Nahda se meurt, à qui la faute ?
Par Abdelaziz Kacem

International

- 54** • Le nouveau Moyen-Orient : Le virtuel qui risque de devenir réel !

Par Mohamed Ibrahim Hsairi

- 58** • L'Arctique : Le nouveau théâtre des rivalités mondiales

Par Elyes Ghariani

Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Taoufik Habaieb

CONSEILLE

Hédi Behi

COLLABORATEUR

• Walid Bel Hadj Amor • Monia Ben Jémia • Mohamed Larbi Bouguerra • Mohamed Derbal • Samy Ghorbal • Mohamed Ali Halouani • Fatma Hentati • Ferhat Horchani • Haykel Ben Mahfoudh • Mohamed El Aziz Ben Achour • Rafaa Ben Achour • Yadh Ben Achour • Sadok Belaid • Houcine Jaidi • Mohamed Jaoua • Elyès Jouini • Mohamed Ibrahim Hsairi • Abdelaziz Kacem • Hatem Kotrane • Salsabil Klibi • Ammar Mahjoubi • Radhi Meddeb • Habib Mallakh

• Afef Hammami Marrakchi • Anis Marrakchi • Samir Marrakchi • Khadija Moalla • Mansour Moalla • Slaheddine Sellami • Ahmed Ounaies • Habib Touhami • Riadh Zghal • Dr Sofiene Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni
(Directeur Artistique)

Raïd Bouaziz
(Designer)

PHOTOS

Mohamed Hammi - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Mohamed Taïeb Habaieb
(Système & Organisation)

APPUI

Habib Abbassi • Lamia Ajayet
• Leïla Mnif • Khouloud Kefi
• Hamdi Mzoughi • Besma Sdiri
• Jihene Kid • Chaouki Riahi

IMPRESSION
Simpact

PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène, Tunisie
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333
• abonnement@leaders.com.tn
• marketing@leaders.com.tn
• redaction@leaders.com.tn
www.leaders.com.tn

Agriculture

- 62** • Les champignons comestibles
Un excellent aliment qui a tout pour plaire
Par Ridha Bergaoui

Société

- 68** • Un défilé merveilleux de Fatma Redissi Ben Abdallah
Bal des déesses au Bardo

- 78** • Dar Djellouli : Habitat urbain et pouvoir social
Par Mohamed-El Aziz Ben Achour

- 88** • Tunisiens émérites

Billet

- 92** • Le procès en «amala» et en laïcité d'Habib Bourguiba
Par Habib Touhami



MYBUSINESS, VOTRE PORTAIL D'INTERNET BANKING ÉVOLUE !

UIB Cash Management: Pilotez à distance vos comptes et gérez vos opérations courantes.

UIB Secure Pass: L'Application mobile pour vous authentifier et valider vos opérations sensibles en toute sécurité.





• Par Taoufik Habaieb

Un triangle corrosif

Trois risques majeurs pour la Tunisie étaient à l'ordre du jour du Conseil de sécurité nationale. Réuni le 20 mars, date anniversaire de l'indépendance, sous la présidence

du chef de l'Etat, il devait examiner notamment les questions relatives à l'immigration irrégulière, la toxicomanie, ainsi que la spéculation et la contrebande. Sans verser dans l'alarmisme, l'ampleur du danger que représente chacun de ces fléaux à lui seul et conjugués interpelle les pouvoirs publics au sommet de l'Etat. Elle exige une prise en charge appropriée.

Ce que ces trois risques majeurs ont en commun, c'est d'abord l'existence d'organisations criminelles qui les entretiennent et en tirent bénéfice. Des cartels font profit de grands enjeux financiers et développent à cette fin des systèmes mafieux. Ils sont corruptifs et corrosifs. Avec des moyens extrêmement puissants, ils portent directement atteinte à l'Etat, à la population et à l'économie.

Ni un pays de transit, ni un pays d'installation : la position de la Tunisie à l'égard de l'immigration irrégulière est irrévocable. Elle n'a guère varié. Subissant de plein fouet des flux massifs de ressortissants subsahariens, transitant par des pays voisins, dans l'espoir de rejoindre l'Europe, elle n'a cessé d'œuvrer pour leur retour dans leurs pays d'origine. Des dizaines de milliers de migrants se trouvent depuis parfois des années en Tunisie. Nombreux ont constitué des familles et fait des enfants, ne présentant aucun document d'identité. Ils posent de vrais problèmes, et les perspectives d'un retour se réduisent.

Les résultats enregistrés le confirment. Le programme d'aide au retour volontaire et à la réintégration, en collaboration avec l'Organisation internationale de la migration, n'a convaincu que 7250 migrants durant l'année 2024. Les trois premiers mois de cette année ont enregistré 1 544 retours seulement. « Ces effectifs auraient pu être plus nombreux, a déploré le chef de l'Etat, avec des efforts accrus, pour mettre fin à un phénomène inacceptable humainement et juridiquement. »

La situation des migrants est préoccupante. Pour les autorités, comme pour la population. Si une plus grande assistance sociale et sanitaire en leur faveur est nécessaire, en mobilisant des ressources financières,

une meilleure gestion des modalités de leur séjour est indispensable afin d'éviter tout abus vis-à-vis de la population, et tout climat de xénophobie que certains tenteraient de créer.

Deuxième souci majeur : la toxicomanie. La prévalence de l'usage de substances psychoactives est en croissance dans tous les milieux, en particulier chez les jeunes, des deux genres. Détruire la santé, détruire les carrières et éprouver des familles : les narcotrafiants n'ont aucun scrupule pour faire fortune. Tout un marché, tout un monde et beaucoup de dégâts. La réponse est certes préventive, éducative, médicale, mais aussi à la racine du mal, dans la traque des cartels de la drogue liés aux réseaux mafieux.

La spéculation et la contrebande sévissent elles aussi. Des produits illicitement introduits dans le pays, sans le moindre contrôle sanitaire et technique, se vendent dans des circuits parallèles, entre orchestration de pénuries et flambée des prix. La puissance des contrebandiers et des lobbies est redoutable. Combien de fois les forces armées et la douane ont-elles dû affronter des bandes armées qui n'hésitent pas à leur tirer dessus ?

Ce triangle infernal ne saurait mettre la Tunisie sous de lourdes menaces et s'attaquer à sa sécurité nationale. Signe positif, le suivi de ces fléaux et la stratégie pour les affronter sont assurés par les plus hautes instances. Des traitements spécifiques sont effectués par les corps et les services concernés. Une approche transversale et inclusive serait bénéfique. De multiples pistes peuvent être explorées : mise en place de mécanismes de coordination et de commandement, élaboration de tableaux de bord détaillés, conduite d'études approfondies, déploiement d'une communication publique mobilisatrice et responsabilisante et d'organisation de programmes éducatifs...

Les Tunisiens ne peuvent pas laisser l'Etat faire face seul à ce triangle du mal. Ils doivent s'impliquer et apporter leur concours. Il s'agit d'une cause nationale. S'y dérober, c'est manquer à son devoir. La Tunisie est chère pour nous tous.

En ces jours de fête, souhaitons que la solidarité prime, et que ce triangle corrosif soit brisé.

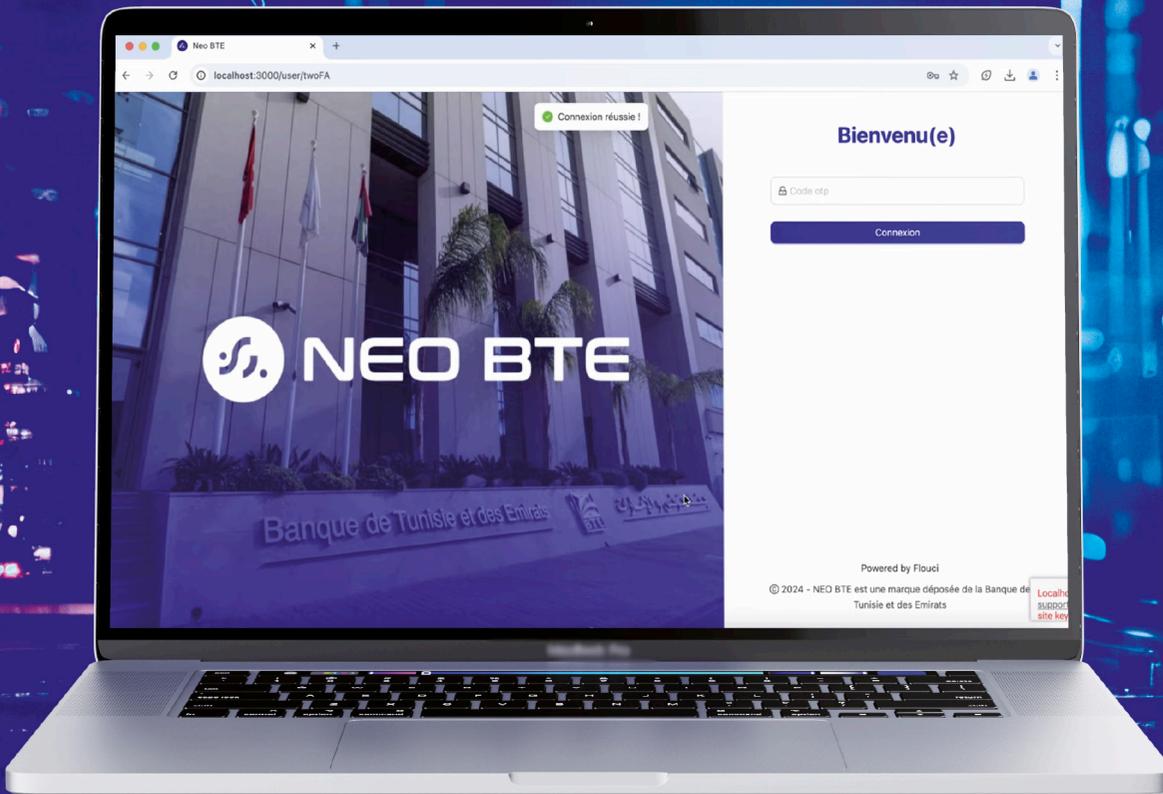
Aïd Mabrouk à toutes et à tous. 🇹🇺

T.H.



بنك تونس و الإمارات
Banque de Tunisie et des Emirats

Bienvenue sur **NEO BTE** !



Sécurité et Fluidité au quotidien



عبد العزيز بن عبد الرحمن آل سعود



• Par Amor Jomni



330 familles en double fête

Ils auront passé le Ramadan et la fête de l'Aïd dans une joie exceptionnelle. Pas moins de 330 familles ont en effet accédé, fin février dernier, à leurs nouveaux logements édifiés à Radès. Cette réalisation, accomplie par le ministère de l'Équipement et de l'Habitat, s'inscrit dans le cadre du programme des logements sociaux. Répartis sur 13 immeubles en mode R+4, les appartements, essentiellement en S+2 (75 m²), sont construits en deux résidences, Riadh 1 et Riadh 2, sur un terrain de plus de 2 ha, à la Cité Taïeb-Mehiri à Radès. Le coût du projet s'élève à 26.343 millions de dinars, sur financement du budget de l'État tunisien et du Fonds saoudien de développement. 



Recensement

Le rendez-vous sera respecté. C'est début mai prochain que les résultats nationaux et régionaux du Recensement général de la population et de l'habitat (Rgph), effectué par l'INS en novembre dernier, seront présentés. Quant aux résultats par secteur (imadats), ils seront disponibles en septembre prochain. Des indicateurs très attendus. 

Pourquoi New York

Diplomate de carrière ayant été ambassadeur à Bruxelles et à Londres, Nabil Ammar devait reprendre du service, après avoir été ministre des Affaires étrangères (2023-2024). Parmi les grands postes vacants figurent ceux de Moscou, de Buenos Aires et de New York, alors que d'autres ambassades seront bientôt concernées par le mouvement de chefs de poste cet été. C'est à la tête de la mission permanente de Tunisie auprès de l'ONU que le président Kaïs Saïed a décidé de le nommer. La Tunisie renoue ainsi avec sa tradition de dépêcher à New York des diplomates chevronnés ayant exercé également des fonctions gouvernementales, voire dirigé le Département des Affaires étrangères. 



La méthode Darmanin

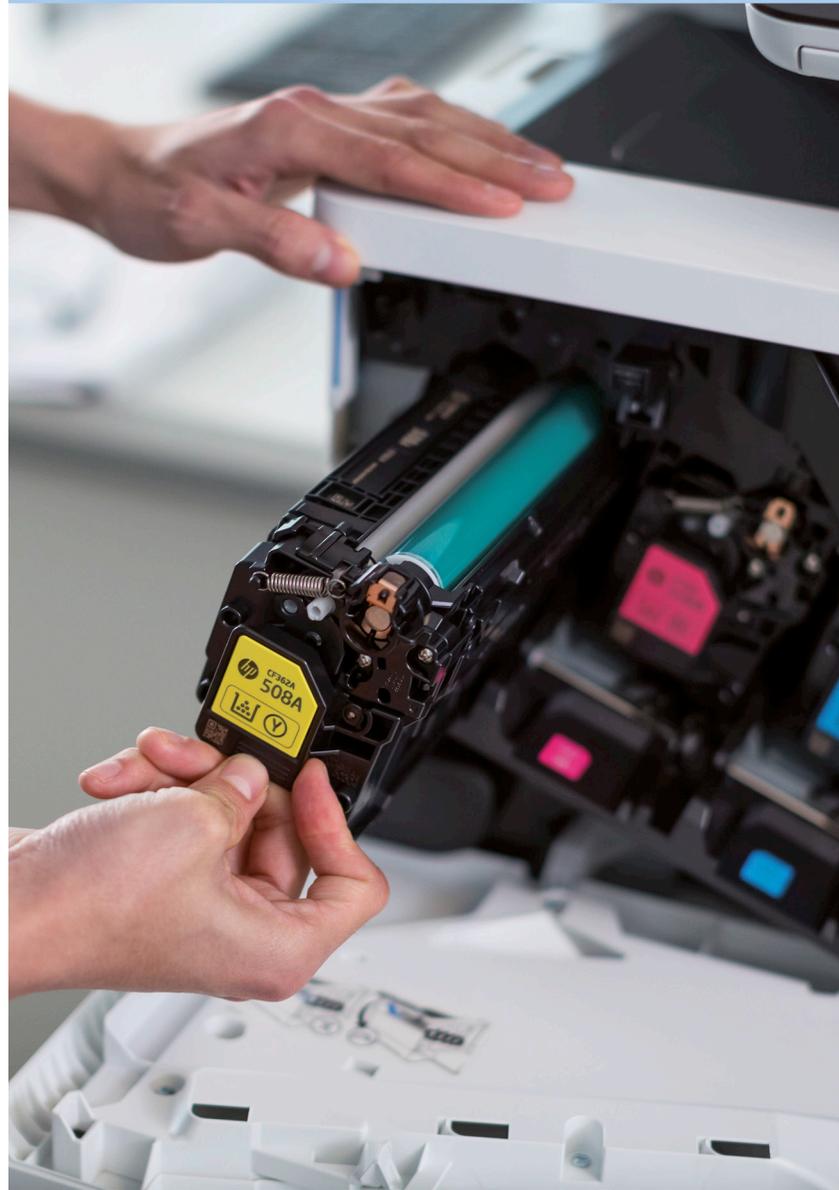
Le millier de détenus tunisiens en France en feront-ils les frais ? Le garde des Sceaux, cherchant à soulager l'encombrement des prisons françaises (82.000 détenus pour 62.000 places), vise particulièrement les détenus étrangers (19.000, représentant 24.5%) et surtout les 16 773 originaires de pays hors Union européenne. «Je demande, affirme Gérard Darmanin, que tout soit fait pour l'éloignement systématique des étrangers sortant de prison et pour les détenus pouvant terminer leur peine dans leur pays d'origine. Cette question doit se poser de ministre à ministre, sans que le détenu ait son mot à dire. Il existe également une libération anticipée, dite «expulsion» : le détenu est libre plus tôt, sous condition d'expulsion.» Il a rappelé que «toute personne qui a été condamnée ou dont la peine encourue est de trois ans minimum se voie retirer ou dégrader son titre de séjour.»



Ne vous laissez pas bernier.

Protégez votre entreprise des cartouches contrefaites.

Toner HP Authentique



www.proxitec.tn

Chronologie février-mars 2025

25 février

Le Président de la République, Kaïs Saïed, reçoit le directeur général de l'Organisation du monde islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (Icesco) et la délégation du conseil exécutif de l'organisation.

27 février

La croissance du PIB en Tunisie devrait s'établir à 1,8 % en 2025 et 2,2 % en 2026, selon le rapport « Les perspectives économiques régionales » de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd).

28 février

- Moody's relève la note souveraine de la Tunisie de CAA2 à CAA1, avec perspectives stables.
- Le Chef de l'Etat adresse ses vœux au peuple tunisien ainsi qu'à la nation islamique tout entière, à l'occasion de l'avènement du mois de Ramadan.

2 mars

Kaïs Saïed effectue une visite inopinée dans les quartiers de Ezzouhour, Sidi Hassine et Mellassine.

4 mars

Le ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Mohamed Ali Nafti, participe au Sommet arabe extraordinaire « Sommet de la Palestine », tenu au Caire.

5 mars

Le taux d'inflation se replie à 5,7% en février 2025 contre 6% en janvier 2025, selon l'Institut national de la statistique (INS).

10 mars

Le Président de la République, Kaïs Saïed, s'entretient par téléphone avec son homologue égyptien Abdel Fattah Al Sissi.

13 mars

- L'agence de notation Fitch Ratings prévoit un taux de croissance du PIB réel de 1.5% en 2025, et de 1.6% en 2026.
- Loi organique n° 2025-4 du 12 mars 2025 relative aux conseils locaux, conseils régionaux et conseils de districts.

17 mars

Signature d'un contrat pour la construction de quatre hôpitaux régionaux de type B dans les villes de Ghardimaou, Jelma, Haffouz et Makthar.

18 mars

Le ministre de l'Intérieur, Khaled Nouri, effectue une visite de travail de deux jours en Algérie à l'invitation de son homologue algérien, Brahim

Merad. Il est reçu en audience par le Président algérien, Abdelmajid Tebboune.

19 mars

Grâce présidentielle en faveur de 1 573 détenus, à l'occasion du 69e anniversaire de la fête de l'Indépendance.

20 mars

- Le Chef de l'Etat reçoit lors d'un appel téléphonique les félicitations de son homologue algérien, Abdelmajid Tebboune, à l'occasion de la célébration du 69e anniversaire de la fête de l'Indépendance.
- Kaïs Saïed préside le Conseil de sécurité nationale.
- Le Président de la République met fin aux fonctions de Kamel Maddouri, chef du gouvernement, et décide la nomination de Sarra Zaafrani Zenzri à sa place.
- Le Chef de l'Etat, Kaïs Saïed, nomme Slah Zouari, ministre de l'Équipement et de l'Habitat.



21 mars

- Kaïs Saïed préside la cérémonie d'investiture de la nouvelle cheffe du gouvernement, Sarra Zaafrani Zenzri, à La Kasbah.
- Le Président de la République reçoit lors d'un appel téléphonique les félicitations de son homologue français, Emmanuel Macron, à l'occasion de la célébration du 69e anniversaire de la fête de l'Indépendance.



ATB

البنك العربي لتونس

PACK WORLD ELITE

VIVEZ L'EXCEPTION À CHAQUE INSTANT



@ArabTunisianBank



www.atb.tn



1

Cheffe du gouvernement

1 • Sarra Zaafrani Zenzri

Ministre de l'Équipement et de l'Habitat



2

2 • Slah Zouari

Ministre de l'Équipement et de l'Habitat

Ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche maritime



3

Moez Ben Omar

P.D.G. de l'Office national de l'huile (ONH)

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

3 • Lotfi Debliche

Directeur de l'École normale supérieure (ENS)

Distinctions

Jamila Boulakbach

Nageuse tunisienne, décroche deux médailles d'argent dans l'épreuve des 400 et 1 500 mètres nage libre lors du meeting international de Béthune en France.



1

1 • Noureddine Hached

80 ans, ancien ministre des Affaires sociales, secrétaire général adjoint de la Ligue des États arabes, ambassadeur, représentant de l'OUA à Genève, gouverneur et député à l'Assemblée nationale.



2

2 • Moncef Laroussi

77 ans. Licencié en sciences économiques (1970) et titulaire du diplôme d'études supérieures en gestion de l'ISG (1972), ancien chargé de mission, puis chef de cabinet du ministre de l'Éducation nationale (Driss Guiga, 1973 - 1975). Il sera nommé successivement directeur général de l'Office national des œuvres universitaires (Onou, 1975 - 1978) et président-directeur général de la Société tunisienne de diffusion (STD, 1979 - 1982). Moncef Laroussi optera ensuite pour le secteur privé, exerçant notamment dans le management de la SGI (1983 - 1990), la Scin, Somaf et Tunisie Leasing.



3

3 • Slaheddine Chaâbane

Industriel. Ancien président de l'Union régionale de l'industrie, du commerce et de l'artisanat de Gabès, président de la Chambre de commerce tuniso-libyenne et membre du bureau exécutif de l'Utica.



4

4 • Mohamed Achab

Ancien président du Syndicat national des agents généraux d'assurance tunisiens, ancien président du Stade Tunisien (ST) à trois reprises.



5

5 • Sami Essaïed

Député de la circonscription de Bizerte.



6

6 • Houcine Azzoune

Professeur de littérature américaine.



7

7 • Abdelhamid Hajjem

85 ans. Artiste-sculpteur, médailiste. Diplômé de l'École des beaux-arts de Tunis où il obtient son diplôme (1958) et de l'École nationale supérieure des beaux-arts de Paris (1967 et 1968). Enseignant universitaire. Lauréat de grands concours.



8

8 • Belgacem Abdellatif

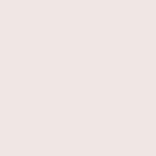
Poète



9

9 • Abdelmajid Hachicha

Photojournaliste, doyen des photographes de presse de Sfax



10

10 • Helmy Bouchiba

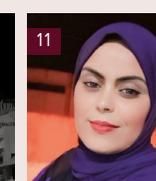
Journaliste à l'agence Tunis-Afrique Presse (TAP).



11

11 • Kawther Slihi

journaliste.



11

• Me Abdelmajid Chiboub

Avocat près la Cour de cassation de Sfax, juge.

• Mortadha Chebil

Champion paralympique, joueur de l'équipe nationale de boccia.

LA REGENCE
APPARTEMENTS DE LUXE
MENZAH 9



Architecture Haussmanienne unique



Grands appartements en suite



Terrasses, jardins et piscines



Pour plus d'informations:
+216 98 760 800 | +216 71 752 300



VISITEZ NOTRE SITE WEB
www.laregence.com.tn
www.tiba-immobiliere.com

طيبة العقارية
TIBA IMMOBILIERE



• Par Riadh Zghal

Les enjeux de la gouvernance des municipalités

En l'absence de conseil municipal élu, la gestion municipale se transforme en pure administration : ni stratégie fondée sur une veille sur les besoins et les priorités de la communauté, ni débat sur les questions émergentes de la vie économique et sociale de manière à concevoir des solutions idoines et des plans de développement, ni écoute des citoyens, toutes catégories confondues, ni décrets municipaux pour conduire les activités selon des objectifs stratégiques à réaliser. Toutefois, une gestion administrative municipale fixée uniquement sur l'application des lois ne garantit nullement l'immunité contre la corruption.

Une bonne gestion municipale ne peut se passer d'un conseil municipal qui en fixe l'orientation stratégique. C'est à ce propos que s'introduit la dimension politique. Dotée d'une administration et d'un conseil municipal élu, la gestion municipale obéit à une triple logique :

- Une logique politique des organes élus
- Une logique d'administration publique soumise à une tutelle centrale (ministère de l'Intérieur dans le cas de la Tunisie)
- Une logique de management d'une organisation tenue de générer des ressources pour l'autofinancement de ses activités et donc d'un usage de l'apport des sciences de gestion, toutes disciplines confondues.

Aux exigences d'efficacité dans la réalisation des objectifs stratégiques de la ville et d'efficience dans l'exploitation optimale des moyens disponibles, s'ajoute celle de la conformité aux règles de l'administration publique, par beaucoup centralisée, en plus des jeux politiques en présence. En conséquence, l'enjeu devient l'assurance d'une harmonie entre diverses rationalités : celle du politique, celle de la conformité aux règles et des directives du ministère de tutelle et celle de la rationalité managériale.

Les conseils municipaux élus sont supposés être une émanation représentative des forces vives de la commune. Ils sont donc concernés par l'enjeu démocratique et supposés faire prévaloir l'intérêt collectif du plus grand nombre. Mais la crise de citoyenneté, «*citoyens critiques*», la diversité croissante des populations des villes nourrie par l'exode rural et une urbanisation croissante et, en milieu rural, l'héritage de structures sociales plus ou moins marquées par des résidus de conflictualités entre groupes, tout cela entraîne davantage de complexité de la gestion municipale. A cela s'ajoutent les déséquilibres des rapports de force entre catégories sociales et entre partis politiques. En conséquence cela implique un risque de fausser le jeu de la représentativité et de favoriser la gestion «*opportuniste*» au profit d'individus, de partis ou de certaines catégories sociales au détriment des autres.



...L'efficacité et l'efficience des politiques de la ville ne seront plus tributaires de la seule conformité aux règles mais dépendent davantage du comment faire de la politique de la ville un moyen de réaliser les vastes objectifs du vivre-ensemble...



Le management des affaires municipales au quotidien dépend de deux centres de décision : celui des managers (secrétaire général, chefs de service) et celui des élus (conseil municipal, bureau municipal, commissions sectorielles).

Le corps des managers et des employés de la municipalité est censé être l'organe exécutif qui met en application les décisions prises par le conseil municipal. Il tire son pouvoir d'une asymétrie de l'information dans la mesure où il en est le détenteur et en partie l'auteur. Ce sont ces cadres et employés qui fournissent les données aux élus du conseil municipal. L'on sait que la livraison de l'information peut être sélective et servir d'instrument utilisé pour peser sur les décisions.

Lorsque la prise de décision se réalise dans un contexte de complexité et de «*multirationalités*», il demeure pour les divers acteurs une marge de liberté d'agir selon leurs stratégies propres. C'est pourquoi la question de la gouvernance des villes se pose avec acuité vu la multiplicité des enjeux. En effet, les villes sont des lieux de concentration des richesses et aussi d'exclusion, de pauvreté, de criminalité et de dégradation de l'environnement. A cela s'ajoutent les turbulences générées par la révolution et l'instabilité politique.

Des nombreux dysfonctionnements découle une remise en question de la légitimité du pouvoir central, de la légalité-rationalité des dispositifs réglementaires, de

l'autorité des dirigeants et des partis politiques. Cela appelle une remise en question des dispositifs habituels de la régulation politique et crée la demande pour une légitimation sociale démocratique : concertation des diverses parties prenantes, partenariat, mutualisation des ressources... L'efficacité et l'efficience des politiques de la ville ne seront plus tributaires de la seule conformité aux règles mais dépendent davantage du comment faire de la politique de la ville un moyen de réaliser les vastes objectifs du vivre-ensemble.

La question se transforme alors en une affaire de valeurs : quelles valeurs mettre en avant pour générer les consensus quant à la stratégie, aux priorités et politiques à mettre en œuvre ? Comment passer d'une situation où domine la divergence des intérêts à un mode de fonctionnement orienté par une logique gagnant-gagnant ?

La situation que l'on vit aujourd'hui est inédite, il va donc falloir imaginer de nouvelles solutions. Cela invite à reconsidérer les approches de la gestion municipale, innover dans les politiques de manière à intégrer la demande de légitimité des décisions et de la formation de consensus pour un mieux-être citoyen durable. Ce que l'on peut souhaiter aujourd'hui, alors qu'un nouveau texte régissant les élections municipales à venir est en préparation, que cette problématique soit considérée par le législateur.■

R.Z.



When it comes to banking, safety is a priority.

One of the safest banks in the world.

- Global Finance



GLOBAL
FINANCE

qnb.com

Sarra Zaafrani Zenzri

Le réflexe de l'ingénieur
et l'esprit collectif



Avait-elle songé un jour devenir cheffe de gouvernement ? En 36 ans de carrière d'ingénieure chevronnée hissée à de hautes fonctions, Sarra Zaafrani Zenzri, désormais aux commandes à La Kasbah, n'a jamais révélé la moindre ambition politique. Lorsqu'elle a été nommée ministre de l'Équipement et de l'Habitat, il y a trois ans et demi, le 11 octobre 2021, elle a continué à fonctionner en mode projets. Chargée d'assurer également l'intérim du ministre des Transports, elle n'y avait vu qu'un simple prolongement complémentaire de sa mission gouvernementale.

Un signe n'avait pas échappé à l'attention des observateurs. Le président Kais Saïed avait désigné la ministre de l'Équipement pour faire partie de la délégation qui devait l'accompagner lors de la visite d'État qu'il avait effectuée en Chine (28 mai – 1er juin 2024). Mme Zaafrani Zenzri aura ainsi l'occasion de prendre part aux entretiens officiels entre les présidents Saïed et Jinping, consacrés par l'établissement d'un partenariat stratégique entre les deux pays et la signature d'accords de coopération.

Maintenant qu'elle est désignée cheffe du gouvernement, elle sait l'ampleur de la charge lourde et compliquée qui sera la sienne. Assurer et servir, elle aura à en faire son mantra. Sa lettre de mission, Mme Zaafrani Zenzri la puise dans l'allocution prononcée par le Président de la République, Kais Saïed, le soir du 20 mars 2025, devant le Conseil de sécurité nationale. Le Président de la République lui adresse un message clair : *«Renforcer davantage la coordination gouvernementale et aplanir tous les obstacles afin de réaliser les attentes du peuple»*. Les revendications sont pressantes, alors que les moyens sont réduits. Sa marge de manœuvre n'est pas très large.

Parcours d'une femme de terrain, discrète mais solide, projetée à la tête du gouvernement. Comment aborde-t-elle sa nouvelle mission ? Eclairages.

C

est dans cette enfilade de bâtiments qui abritent les services du ministère de l'Équipement et de l'Habitat, à la Cité Jardins, non loin de la Place Pasteur, que Sarra Zaafrani Zenzri a fait ses premiers pas en septembre 1989. Jeune ingénieure en génie civil diplômée de l'Enit et titulaire d'un master en géotechnique décroché à l'Université de Hanovre, en Allemagne, elle sera affectée à la Direction des études techniques aux Ponts et chaussées. C'est *«le cœur du réacteur»* et une véritable institution. Elle sera alors de tous les projets, souvent sur les chantiers.

Alors directeur général de l'unité du suivi de la réalisation des projets des autoroutes et de la libération d'emprise des voiries structurantes des villes, elle

ne s'attendait guère à sa nomination en tant que ministre en 2021. Immédiatement opérationnelle, elle voit son périmètre s'élargir à l'Habitat et aux entreprises sous sa tutelle.

Une double formation complémentaire, après celle d'ingénieur, lui seront très utiles. La première est celle dispensée à l'École nationale d'administration (ENA), au sein de l'institut de leadership administratif. L'objectif de cet institut vise *«l'amélioration des compétences et des qualifications des hauts cadres administratifs, principalement dans les domaines relatifs au leadership administratif, au management public et aux techniques d'innovation administrative.»* Mme Zaafrani Zenzri sera sélectionnée pour participer à la 12e session (2018 -2019) qui aura pour thème



le leadership et la gestion des crises. Parmi les participants, Riadh Chaoued, qui sera secrétaire d'Etat aux entreprises communautaires, puis ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle...

La sécurité nationale

Le second enseignement dont a bénéficié la future cheffe du gouvernement est celui de l'Institut de défense national (IDN) à Bortal Hayder. C'est le nec plus ultra dans l'enseignement supérieur militaire. Il

est en effet réservé exclusivement aux officiers supérieurs de l'armée nationale et à d'autres corps ainsi qu'à de grands commis de l'Etat soigneusement sélectionnés. Pendant toute une année, avec une assiduité rigoureuse, chaque promotion aura à plancher sur une thématique stratégique fixée par le ministre de la Défense nationale.

Elle fera partie de la 37e promotion de l'Institut (2019-2020) qui ne manquera pas d'enregistrer la participation d'auditeurs qui occuperont des fonctions de première

envergure dans leurs corps d'origine. Il s'agit notamment du médecin général de brigade Wafa Fehri, première femme générale de brigade dans l'armée tunisienne, de Hanène Tajouri Bessassi, diplomate, première femme ambassadeur de Tunisie aux Etats-Unis d'Amérique... Thème choisi : la souveraineté cybernétique et son impact sur la sécurité nationale.

L'habitat et les transports

Nommée ministre, elle élargira son domaine de compétence à celui de l'habitat, devant lui imprimer un nouvel élan : relance de la Snit, de l'AFH et de la Spols, consolidation des programmes de logements sociaux, appui aux promoteurs immobiliers, etc. Elle présidera également, pendant près de cinq mois, aux destinées du ministère des Transports, en assurant l'intérim entre le départ de Rabi Majidi en mars 2024 et la désignation de Rachid Amri en août de la même année.

Le détail de chaque chantier dans la tête

Concentrée sur ses projets, Sarra Zaafrani Zenzri devait prendre en charge personnellement chaque chantier, s'appuyant sur de hauts cadres très compétents. Rien n'aura été facile. Boucler les chantiers dans les

délais et avec la qualité requise relève d'une performance difficile à accomplir.

«De mémoire, confie à Leaders un entrepreneur de BTP, elle est capable de citer chaque clause de contrat, chaque délai, chaque décompte soumis, chaque règlement financier accordé. Dans sa tête, le journal de chantier, les bordereaux, les métrés et la consommation des crédits sont d'une rare exactitude.»

«Le réflexe de l'ingénieur est fondamental chez Mme Zaafrani Zenzri, poursuit-il. Il s'agit d'analyser rapidement un problème, en identifier les contraintes et proposer une solution optimisée. L'esprit des chantiers est important. La collaboration, l'adaptabilité et la réactivité sont en effet cruciales. La communication avec chacun sur le chantier ou sur le dossier est, elle aussi, essentielle.»

Réussir à La Kasbah n'est pas facile. C'est d'une autre dimension où la compétence technique affronte des exigences politiques et sociales compliquées. Deuxième femme à occuper cette fonction stratégique, après Najla Bouden (2021-2023), sa capacité à gérer des dossiers complexes dans un environnement difficile sera mise à rude épreuve. Faisant montre de détermination, elle s'y emploiera de toute son énergie. Prendra-t-elle son casque de chantier avec elle à la Kasbah ? 



FlexPay

خَلِّصْ بَالِ TPE
و أَقْسِمْ كَيْمَا تَحِبْ!

FlexPay

La 1^{ère} solution de paiement fractionné par TPE



Slah Zouari

Réaliser tant de projets attendus



Il avait fait le choix, à l'issue de ses études en France et d'un début de carrière internationale, de rentrer en Tunisie et de rejoindre le service public. Slah Zouari, promu ministre de l'Équipement et de l'Habitat, allie compétence et abnégation. A 62 ans, cet ingénieur général diplômé de l'Enit (1989) et titulaire d'un master spécialisé en Ponts obtenu à l'École nationale des ponts et chaussées de Paris, (1990) aligne une longue expérience dans les études de grands projets d'infrastructure et leur réalisation. Jusque-là directeur général des Ponts et chaussées depuis 2014, il doit coiffer désormais l'ensemble du département.

Après une expérience au bureau d'études Bouygues Offshore (1990-1993) et un bref passage par Scet Tunisie (1993), il intègrera le ministère et exercera dans les régions. Premier poste, celui d'ingénieur principal chef de service à la direction régionale de l'Équipement de Sousse (1994-1999). Il sera nommé par la suite directeur régional de l'Équipement à Siliana (1999-2003), puis à Mahdia (2009-2011) et finalement à Nabeul (2011-2014).

Son approche est souvent décrite comme méthodique, appliquée et discrète. Slah Zouari développe une vision stratégique innovante. Désormais à la tête d'un ministère où les projets sont nombreux et les obstacles souvent de taille, il doit composer avec des contraintes budgétaires, des procédures administratives lourdes et des demandes pressantes des citoyens. Sa nouvelle mission est de concrétiser tant de projets si attendus par les Tunisiens. ■

ابتداءً من
30Mbps

FIXE JDID 5G

أنترنات الدار أقوى

5G

على أقوى Réseau 5G



4K



ooredoo®
طور عالمك

عرض Fixe Jdid 5G متوقّر بإشتراك 12 و 24 شهر
في المناطق التي تتوقّر فيها الخدمة.

Phosphates

Plan d'une ambition à notre portée

Et si ça se débloquait ! Imaginez des milliards de dollars à récolter, des milliers d'emplois à créer, et une ingénierie de pointe à relancer. Le plan ambitieux pour revitaliser le secteur des phosphates au cours des cinq années 2025-2030 n'attend plus que la mobilisation des financements appropriés et le déploiement de compétences additionnelles requises. L'objectif est d'atteindre 14 millions de tonnes à l'horizon 2030.

La chute brutale de la production annuelle de plus de 50% depuis 2011 (de 8 millions de tonnes, on est tombé à près de 3 millions de tonnes), pour de multiples facteurs, notamment sociaux et logistiques, a lourdement pénalisé notre économie. La Tunisie, jadis 5e producteur mondial, a dû perdre sa position privilégiée pour se retrouver au 12e rang, accusant un manque à gagner (phosphates et dérivés) estimé pour la période 2011 -2021 à 8 milliards de dollars. Nos finances publiques ne sauraient se le permettre, alors que les solutions sont à notre portée.

Le contexte actuel s'annonce en effet propice à une montée en puissance. La Tunisie peut reprendre ses atouts.

Multiplier par cinq la production est réalisable, estiment des experts. Pour y parvenir, les défis à relever sont cependant exigeants en actions concrètes qui doivent être entreprises. Modernisation des infrastructures avec un plan de relance et des investissements étrangers, renforcement du dialogue social pour apaiser les tensions et stabiliser la production, amorce d'une transition écologique conforme aux nouvelles exigences et diversification des marchés extérieurs et recherche de nouveaux partenaires : la vision est claire.

Consolider les fondamentaux

La stratégie préliminaire de relance du secteur des phosphates et de renforcement du Groupe chimique



tunisien (GCT), présentée par la ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Fatma Thabet Chiboub, en Conseil ministériel tenu le 5 mars dernier sous la présidence du Chef du gouvernement, Kamel Maddouri, préconise des mesures de première importance.



■ **Fatma Chiboub Thabet**
Ministre de l'industrie, des mines et de l'énergie

Première urgence, la rénovation des équipements de production et des moyens de transport, notamment le réseau ferroviaire, indispensables à l'efficacité de l'extraction et de l'acheminement. Le programme d'investissement de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG) porte sur 63 millions de dinars. De nouveaux grands projets, à l'instar de la laverie d'Om El Khechab, initiée avec le concours de l'entrepreneur chinois Wengfu, devrait entrer en service en 2027 avec une capacité annuelle de 2.5 millions de tonnes. Une

deuxième ligne de production sur le même site est prévue pour 2030, avec une capacité de 3.1 millions de tonnes. En outre, le projet Tozeur-Nefta, portant sur des réserves potentielles estimées à 465 millions de tonnes, fait l'objet d'études de faisabilité, pour une production annuelle de 2.5 millions de tonnes pendant 45 ans.

Pour ce qui est du transport ferroviaire des phosphates, le plan de relance doit porter le volume actuel de 5.3 millions de tonnes à 8.3 millions de tonnes à l'horizon 2030. A cet effet, les investissements programmés par la Sncft portent sur 325 millions de dinars.

Les exportations doivent passer de 300 000 tonnes cette année à 1 million de tonnes en 2030.

L'axe industriel adopté comprend :

- Le lancement d'une nouvelle unité industrielle à Skhira pour la production d'ammoniac vert, avec une capacité annuelle de 60 000 tonnes,
- La mise en place de technologies pour éliminer le cadmium contenu dans l'acide phosphorique

produit par le Groupe chimique tunisien (GCT),

- La construction d'installations de transformation avancée à Gabès et Mdhilla, afin de valoriser le phosphate localement et d'accroître la valeur ajoutée avant exportation,
- L'investissement dans la production d'ammoniac vert et d'acide phosphorique, contribuant à la transition énergétique et à la réduction de l'empreinte carbone du secteur.

Par ailleurs, décision a été prise quant au reclassement du phosphogypse en le retirant de la liste des déchets dangereux et requalification en tant que matériau valorisable.

Le plan de restructuration du Groupe chimique tunisien pour la période 2025-2030 est à la mesure des objectifs fixés. Il vise à :

- Améliorer la rentabilité des unités de production avec une montée en charge progressive jusqu'à 80 % de leur capacité maximale d'ici à 2028,
- Créer des unités industrielles innovantes, notamment une usine de production d'acide phosphorique et d'engrais spécialisés,
- Développer la production d'ammoniac vert pour favoriser la transition écologique et réduire la dépendance aux importations d'engrais chimiques,
- Valoriser les déchets industriels, notamment à travers l'utilisation du phosphogypse comme matière première réutilisable au lieu d'un simple déchet à éliminer.

Le facteur ressources humaines et compétences de haut niveau sera essentiel à chaque séquence de cette nouvelle ambition tunisienne. Jadis, la Compagnie des phosphates de Gafsa et le Groupe chimique tunisien regorgeaient de jeunes ingénieurs diplômés de grandes écoles qui redoublaient d'énergie et d'ingéniosité pour promouvoir le secteur. Une véritable ingénierie tunisienne a été développée et exportée jusqu'en Turquie et en Chine. Des brevets tunisiens sont unanimement reconnus. L'école tunisienne des phosphates et dérivés figure dans les annales. Il s'agit à présent de la faire renaître pour porter une nouvelle vision et œuvrer à sa réalisation. La question du financement est elle aussi fondamentale. Avec de bons projets bien ficelés et un climat social apaisé, les bailleurs de fonds ne manqueront pas d'y répondre.

La Tunisie détient un véritable trésor. Peut-elle se permettre le luxe de s'en priver ? ■

طاقنا تتجدد مننا، لينا



Agriculture

La bataille de l'huile d'olive, de l'eau et de l'approvisionnement du marché

Un entretien exclusif avec

Ezzedine Ben Cheikh

Ministre de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche maritime



Une récolte record pour la présente saison d'huile d'olive 2024 -2025, avec 340.000 tonnes (+55%), mais une performance obérée par les prix sur les marchés internationaux. Les exportations au cours des quatre mois novembre 2024 – février 2025 ont atteint 132,2 mille tonnes (+40.8%) contre 87,5 mille tonnes au cours de la même période de l'année précédente. Alors que les produits financiers n'ont été que de 1691,4 MD à fin février 2025 contre 2309,8 MD durant la même période de la campagne précédente, d'où une baisse de 26,8%. Le prix moyen de l'huile d'olive durant le mois de février 2025 a baissé de 54,9% par rapport à la même période de la campagne précédente avec une variation de 8,5 DT/kg à 18,7 DT/kg selon les catégories. De quoi perturber toute la chaîne.

Cette forte sanction par les cours internationaux se trouve alourdie par d'autres facteurs. Tous les acteurs ont redouté une crise frappant les agriculteurs, les oleifacteurs et les exportateurs. Rétrécissement des financements de campagne et des facilités financières, restriction des délais de rapatriement des recettes, nouvelles taxes appliquées l'année dernière après la fin de la saison, faillite et difficultés de certains grands exportateurs... Une intervention énergique des pouvoirs publics était indispensable.

Pour «relancer» la campagne, le gouvernement a pris, début mars dernier, une série de mesures urgentes. Pour Ezzedine Ben Cheikh, ministre de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche maritime, les cours mondiaux ont constitué un facteur déterminant, mais des mesures d'accompagnement et d'appui se sont avérées nécessaires. Cela est d'autant plus urgent que la récolte de la saison prochaine s'annonce, au vu de la pluviométrie, encore plus abondante, pouvant atteindre de nouveaux records. Il faut



encourager les agriculteurs à persévérer dans leurs efforts en faveur de leurs oliveraies et planter de nouveaux oliviers, soutenir les oleifacteurs et faciliter davantage l'exportation.

«Le financement de chaque maillon est crucial, souligne le ministre. Outre les crédits et facilités bancaires, et les crédits de campagne, un accord conclu entre le ministère et la BTS a permis de mobiliser des financements en faveur de petits agriculteurs. A fin février 2025, un montant de 7 millions de dinars a été attribué à 1 130 demandes. De plus, 2362 demandes ont été approuvées pour un total de 16 millions de dinars.»

Parmi les autres mesures prises en Conseil ministériel le 7 mars dernier, le ministre Ben Cheikh mentionne une augmentation de la subvention des frais de transport maritime et aérien, la prolongation des délais de la validité des factures d'un mois à six mois pour le rapatriement des produits financiers, la révision en profondeur des pénalités et la suppression de l'autorisation préalable lors de l'exportation de l'huile d'olive et autres incitations substantielles.

«En fait, indique le ministre, un travail en profondeur s'impose dans le cadre d'une nouvelle vision d'ensemble plus appropriée. Sur cette base, précise-t-il, il a été décidé de réaliser une étude stratégique sur les perspectives de développement du secteur de l'huile d'olive, englobant la production, la transformation, la valorisation et l'exportation. Cela doit permettre de renforcer le rôle actif des structures d'appui impliquées dans ce secteur, dont notamment les huileries, les unités de raffinage, d'emballage, les industries de l'agroalimentaire ainsi que les laboratoires d'analyse et les experts en dégustation.»

Eau potable, approvisionnement du marché et céréales

Dans un entretien avec le ministre de l'Agriculture, on ne pouvait omettre de lui poser des questions sur d'autres aspects de sa compétence. La distribution de l'eau potable, l'approvisionnement du marché en fruits et légumes, ainsi que les volailles, les œufs et la récolte des céréales. Le ministre Ben Cheikh se montre très attentif à toutes ces préoccupations, mais aussi optimiste quant à l'efficacité des dispositions prises.



«Si le stress hydrique persiste, explique-t-il, et que la saison a démarré avec un déficit de près de 30% de la situation dans les barrages, la distribution de l'eau potable connaîtra plus de stabilité pendant le pic de la consommation durant la prochaine saison estivale. La priorité absolue est accordée à l'eau potable. L'entrée en production, l'année dernière, de la station de dessalement de l'eau à Sfax a été d'un appoint utile dans la région. Cette année, une deuxième station, construite à Sousse, sera opérationnelle d'ici juin prochain et permettra de soulager les eaux du Nord et de réduire les perturbations dans le Sahel. Tous les efforts se conjuguent, partout dans les régions, pour assurer une distribution régulière de l'eau potable. L'utilisation rationnelle de l'eau par les consommateurs est impérative.»

Pour ce qui est des volailles, le ministre rappelle que la grippe aviaire qui a sévi dans de nombreux pays, épargnant heureusement la Tunisie, a considérablement réduit la production avicole et augmenté la demande et les prix. Pour la Tunisie, et en prévision d'une saison touristique qui s'annonce prometteuse et de la croissance de la consommation durant l'été, recours sera fait à titre stratégique à l'importation de poulets et aussi d'œufs. Cela permettra de garantir l'approvisionnement du marché et évitera une hausse des prix.





Quant aux fruits et légumes, les récoltes s'annoncent abondantes, assure le ministre.

Evoquant la campagne céréalière, le ministre Ben Cheikh souligne que la capacité de collecte s'élève cette année à 7.63 millions de quintaux, avec la mobilisation de capacités additionnelles de 548.000 quintaux. La capacité de stockage exploitée par l'Office des céréales s'élève à environ 4,3 millions de quintaux, en plus de capacités de stockage supplémentaires d'environ 475 mille quintaux.

La préoccupation provient actuellement de l'afflux de criquets pèlerins, notamment dans le sud tunisien. Les services du ministère font face à la situation,

n'hésitant pas à solliciter l'aide régionale et internationale si nécessaire, mais aussi déclencher une coordination avec les pays voisins.

Le ministre de l'Agriculture se veut rassurant, gardant sa sérénité. Il ne cache pas cependant l'ampleur des défis qui restent à relever au quotidien et les nombreux obstacles à aplanir. Moderniser l'agriculture tunisienne, valoriser les produits agricoles, garantir aux agriculteurs de bons rendements équitables, favoriser l'émergence de jeunes agriculteurs à même d'assurer la relève avec innovation et diversification et mobiliser les financements incitatifs : beaucoup de travail reste à faire. En matière de ressources hydriques et de pêche maritime aussi. 



Une productivité ininterrompue

Découvrez combien vous pouvez
économiser avec les imprimantes
HP LaserJet Tank

Imprimantes HP LaserJet Tank



www.proxitec.tn

Sommaire



IA et travail : opportunité ou menace
Par Maledh Marrakchi



Le saut décisif
Par Karim Beguir



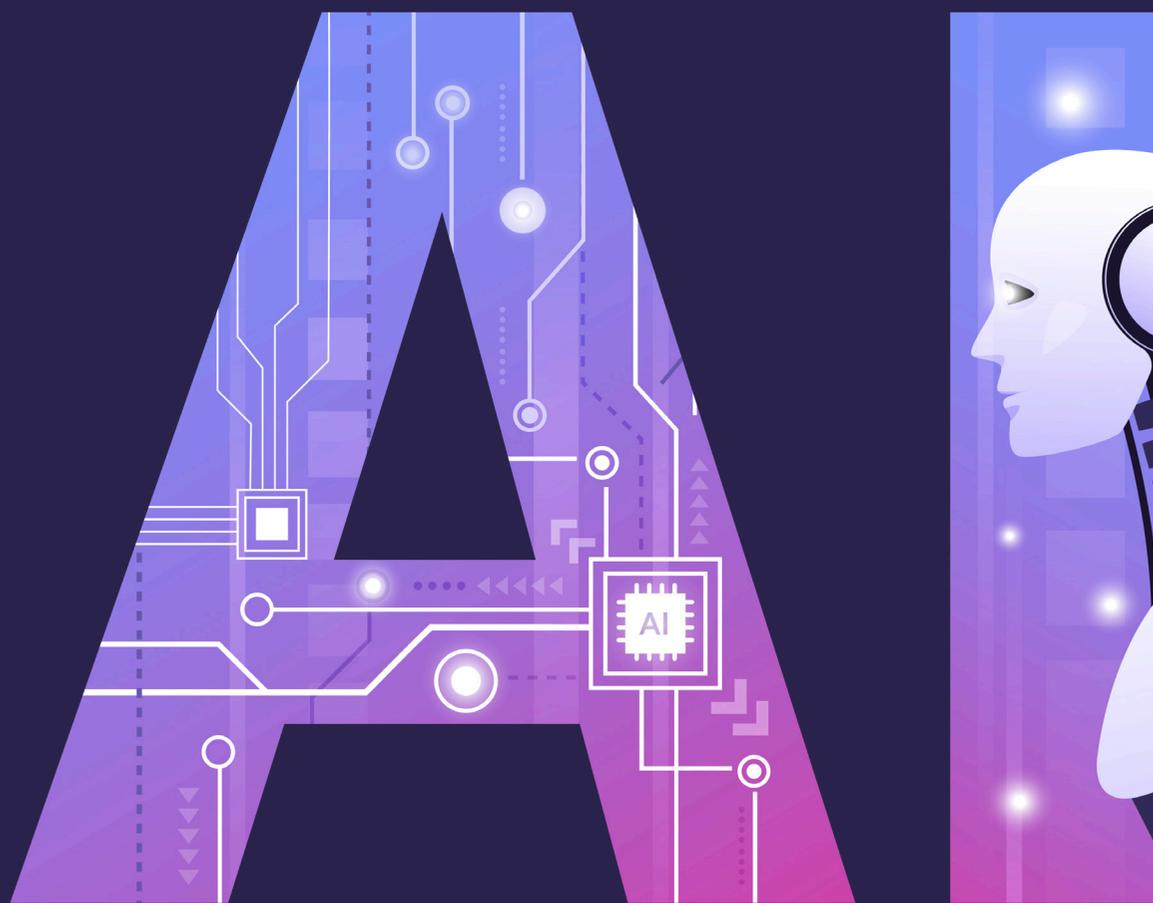
Une opportunité sans précédent, mais aussi un test
Par Jaloul Ayed



L'éducation à l'ère de l'IA : Révolution ou obsolescence programmée ?
Par Akram Temimi, Riadh Rebaj, Khalil Amiri



La formation d'ingénieurs en Tunisie à l'épreuve du XXI^e siècle : Un modèle à réinventer pour une compétitivité internationale
Par Mohamed Naceur Ammar





• Par Maledh Marrakchi

IA et travail

Opportunité ou menace



L'intelligence artificielle (IA) redessine le paysage économique mondial, impactant tous les secteurs, du commerce à l'éducation, en passant par la santé, l'industrie et le transport. Elle est souvent perçue comme une révolution réservée aux pays riches, mais elle touche aussi les pays en développement et à revenu intermédiaire comme la Tunisie.

L'IA n'est plus une projection futuriste : elle est déjà omniprésente. Des chatbots (robots conversationnels intelligents) aux algorithmes prédictifs, en passant par l'automatisation des processus, les entreprises adoptent ces technologies pour améliorer leur efficacité. L'année 2025 est déjà marquée par un développement spectaculaire de l'IA agentique (Agents IA capables d'effectuer des tâches plus ou moins complexes de façon autonome).

Pour les pays en développement comme la Tunisie, cette transformation suscite des interrogations majeures : l'IA est-elle un levier de croissance et d'emploi, une opportunité pour rattraper le retard technologique, ou bien une menace qui risque d'accroître le chômage et les inégalités ?

Certains pensent que l'IA représente une opportunité inédite pour ces économies. Elle permet notamment d'automatiser des tâches répétitives, libérant ainsi du temps pour des activités à plus forte valeur ajoutée. Elle accompagne l'humain et l'assiste pour lui permettre de prendre des décisions plus éclairées. L'IA est une technologie qui permet aux employés d'effectuer leur travail plus rapidement et plus efficacement en analysant rapidement les données, en prédisant la réponse du marché, en aidant à identifier les sources de financement possibles et en réduisant le coût de l'activité. L'essor des start-ups spécialisées en IA, la digitalisation des services publics et l'externalisation des tâches liées à l'IA par les grandes entreprises étrangères offrent une opportunité pour l'emploi. Au cours de la dernière décennie, l'utilisation de l'IA dans la prise de décision a connu une croissance exponentielle, plusieurs secteurs tels que la finance, la sécurité nationale, la santé, la justice pénale et les transports l'ayant adoptée.

Certains, au contraire, pensent que l'IA crée de nouveaux emplois, mais elle détruit aussi beaucoup plus qu'elle n'en génère. Différentes études ont projeté que l'avènement de l'IA pourrait rendre superflus des millions de postes d'emploi d'ici à 2030, mais en même temps, créer un nombre significativement élevé de nouveaux emplois nécessitant des compétences techniques. Une enquête du Forum économique mondial publiée le 30 avril 2023 estime que quelque 14 millions d'emplois seraient perdus dans le monde d'ici à 2027.

Une autre interrogation fondamentale concerne l'impact de l'IA sur les capacités humaines. Loin de simplement remplacer certaines tâches, elle influence aussi la manière dont nous pensons et agissons. Pour les partisans de « l'homme augmenté », l'IA représente un formidable outil

d'optimisation. Elle nous permet d'analyser des données à une échelle jamais atteinte, d'optimiser des processus complexes et d'améliorer notre prise de décision. Cela signifie par exemple que les médecins pourront mieux diagnostiquer, que les agriculteurs optimiseront leurs récoltes et que les entreprises accroîtront leur productivité. À l'opposé, d'autres mettent en garde contre une dépendance excessive qui pourrait affaiblir les compétences humaines. Si nous déléguons trop de décisions aux algorithmes, nous risquons de perdre des compétences essentielles. Cette dépendance de l'IA pourrait ralentir l'émergence d'une expertise locale et renforcer la domination des grandes puissances technologiques.

Un rapport de l'Organisation internationale du travail^(*), à propos de l'effet de l'IA générative sur les emplois, montre que seule la profession du travail administratif est fortement exposée à la technologie, avec 24 % des tâches administratives considérées comme fortement exposées et 58 % supplémentaires comme moyennement exposées. Pour les autres groupes professionnels, la part la plus importante des tâches fortement exposées oscille entre 1 et 4 %, et les tâches moyennement exposées ne dépassent pas 25 %. Par conséquent, l'impact le plus important de la technologie est probablement « l'augmentation du travail » – l'automatisation de certaines tâches au sein d'une profession tout en laissant du temps pour d'autres tâches – par opposition à l'automatisation complète des professions.

Les effets potentiels sur l'emploi, qu'il s'agisse d'augmentation ou d'automatisation, varient considérablement selon les groupes de revenus des pays, en raison des différentes structures professionnelles. Ces effets ne tiennent pas compte des contraintes d'infrastructure, qui entraveront son utilisation dans les pays à faible revenu et creuseront probablement l'écart de productivité.

D'après cette même étude, la Tunisie, en tant que pays à revenu moyen inférieur, ne serait concernée par l'automatisation par l'IA qu'à hauteur de 1 à 2% des métiers. En contrepartie, l'augmentation par l'IA pourrait toucher 13% des emplois. Ainsi les secteurs employant une main-d'œuvre nombreuse exposée à l'effet d'automatisation, comme les centres d'appels, le service à la clientèle, le secrétariat, les commis comptables et bancaires, le codage informatique, l'art graphique, ... risquent d'être fortement impactés par le développement des agents intelligents.

Bien que la Tunisie ne soit pas encore fortement exposée aux conséquences négatives potentielles sur l'emploi par

l'automatisation par l'IA, en partie en raison du retard pris dans la digitalisation qui constitue un préalable incontournable à l'exploitation du large potentiel de l'IA, il n'en demeure pas moins que le risque de perte de compétitivité et de productivité est bien présent, par rapport à d'autres marchés où l'usage de l'IA est bien plus mature.

Malgré ces défis, l'IA offre des opportunités uniques pour des pays comme la Tunisie, à condition qu'elle soit utilisée pour augmenter les capacités humaines plutôt que de les remplacer. L'IA peut contribuer à moderniser le secteur manufacturier tunisien en améliorant la productivité sans supprimer des emplois. Elle peut présenter des solutions à certaines difficultés du système de santé tunisien, notamment dans les zones rurales, tout en apportant des solutions à certaines difficultés du secteur de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle. La Tunisie, avec son bassin de jeunes diplômés en ingénierie, pourrait devenir un hub régional pour les services IA.

La clé réside dans une politique proactive et agile avec de bonnes stratégies pour transformer les défis en opportunités et faire de l'IA un moteur de croissance inclusive. L'élément humain étant au centre des préoccupations dans cette transformation, il est impératif d'investir massivement dans la formation et à différents niveaux dont notamment:

- L'alphabétisation numérique : une des sources majeures d'exclusion, et donc de marginalisation aujourd'hui, réside dans le manque de préparation aux outils et technologies numériques. Un programme national massif doit être mené.
- L'acculturation avec l'IA et notamment l'IA générative : un programme national d'initiation à l'IA et son utilisation de façon responsable doit être conduit auprès des travailleurs, du grand public, des apprenants dans différentes disciplines et dans l'enseignement secondaire. Certains pays comme la Chine ont intégré ce type de formation dans les programmes de l'enseignement primaire.
- L'intégration de l'IA et la data science dans les cursus de formation professionnelle et encourager les formations courtes et flexibles pour reconverter les travailleurs dont les métiers risquent de disparaître ou les demandeurs d'emploi.
- Le renforcement de la formation de spécialistes en IA afin de constituer un vivier de compétences natio-



nales à même de contribuer aux développements des technologies de l'IA pour les besoins nationaux et internationaux et consolider le potentiel de la Tunisie pour devenir un hub régional en IA, voire continental.

- La révision des contenus et méthodes d'enseignement en s'appuyant sur l'IA, et en favorisant des compétences devenues essentielles comme la résolution de problèmes, l'esprit critique, le travail collaboratif, la communication ... des compétences qui préparent l'humain de demain où l'IA sera omniprésente.
- L'apprentissage tout au long de la vie doit être une politique soutenue partout et auprès de tous les acteurs, car le rythme des mutations ne fera que s'accélérer davantage à l'avenir.

Les décideurs tunisiens doivent choisir le cap. L'IA est une vague technologique que la Tunisie doit saisir. Il faut investir dans l'éducation, attirer les investissements technologiques et encourager la création de start-ups locales. Ceux qui s'adapteront rapidement en récolteront les bénéfices. Si l'IA façonne déjà l'avenir, c'est aujourd'hui que se dessine la manière dont elle influencera l'emploi et le développement dans des pays comme la Tunisie. Opportunité ou menace ? Tout dépendra des choix qui seront opérés dès maintenant. L'IA n'est pas une fin en soi, mais un outil qui doit être au service du progrès humain. ■

M.M.

(*) *Generative AI and jobs : A global analysis of potential effects on job quantity and quality*



GEELY

SOTUDIS

CONCESSIONNAIRE AUTOMOBILE

خلي رمضانك أحلى معنا!

0%

AUTOFINANCEMENT

*SOUS RÉSERVE D'ACCEPTATION DU DOSSIER

رمضان كريم



مصرف الزيتونة
BANQUE ZITOUNA



OFFRE VALABLE DU 17 MARS AU 14 AVRIL

VISITEZ NOTRE SITE WEB

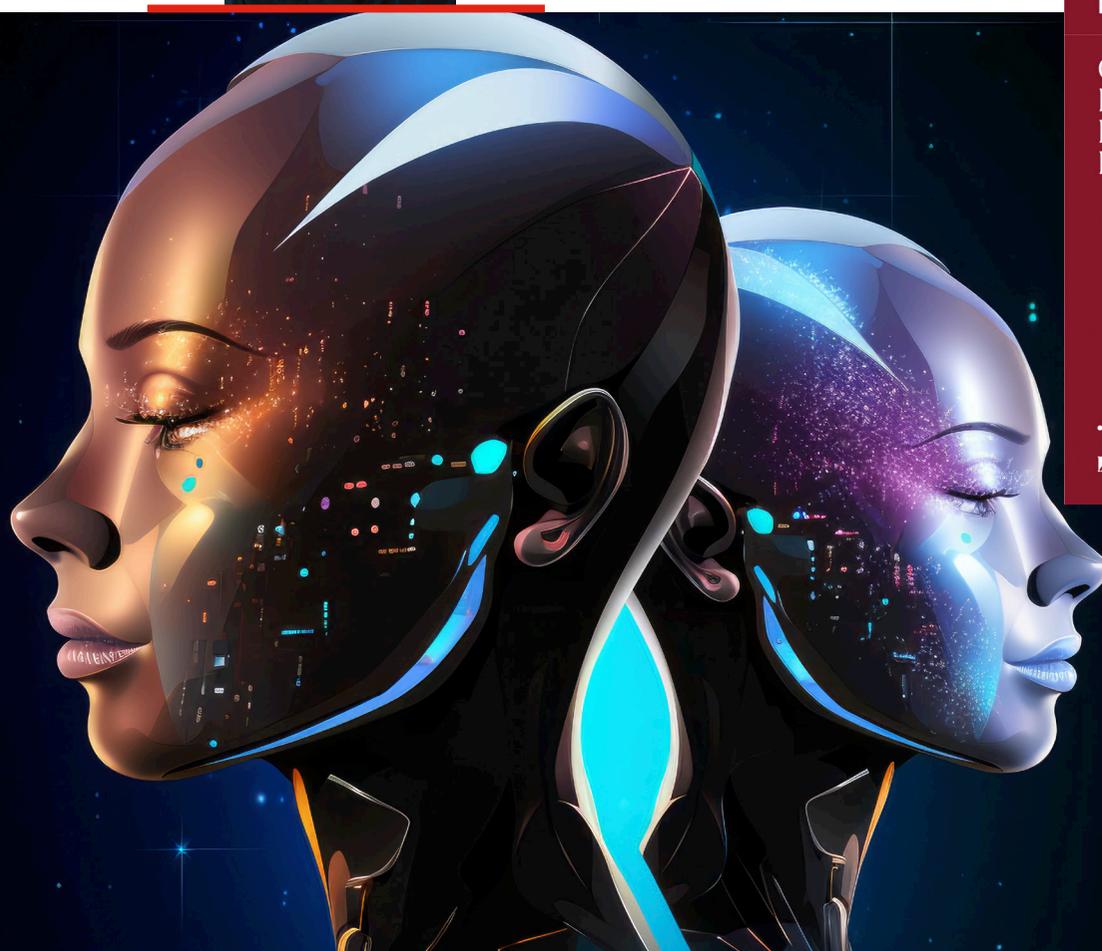
WWW.GEELY-TUNISIE.COM

APPELEZ-NOUS AU

70 131 000



Karim Beguir Le saut décisif



LE SAUT DÉCISIF

CONSTRUIRE
L'AVENIR DE
L'AFRIQUE À L'ÈRE
DE L'IA

L'ADN

Karim Beguir ↙

Karim Beguir creuse son sillon et s'internationalise. Diplômé de l'École Polytechnique en France et du Courant Institute à New York, il est devenu célèbre dans la sphère des Tics, en cofondant à Tunis en 2014 la société d'IA InstaDeep, rachetée par BioNTech en 2023, raflant la plus forte mise d'une startup africaine. Depuis lors, il apporte son conseil à divers pays et développe sa réflexion sur l'IA. Ce qui lui manquait jusque-là, c'est un livre qui consigne ses analyses et conceptualise sa vision. C'est chose faite. Karim Beguir vient en effet de publier aux Editions ADN à Paris un livre intitulé *Le saut décisif. Construire l'avenir de l'Afrique à l'ère de l'IA*.

Servi par une grande agence de relations presse, il est mis en avant dans des médias de référence.

Grâce à ce « plan d'action », il estime que « nous pouvons débloquer une croissance sans précédent pour soutenir la réussite sociale et économique de l'Afrique et favoriser des partenariats gagnant-gagnant avec le monde développé, le tout avec un financement modeste. » Sa recette est la conjugaison de trois facteurs essentiels : l'IA, les

énergies renouvelables et la crypto-monnaie. Ce sont là des gisements de valeur ajoutée à explorer intensivement.

« Malgré des limites qu'on peut identifier quant à la performance illimitée et la facilité d'activation de ces trois leviers, la proposition de Beguir ne manque pas de pertinence », estime un spécialiste qui a lu son ouvrage. « L'auteur, poursuit-il, est admirable pour son amour pour son pays d'origine et sa région natale particulièrement, Tataouine. »

Bonnes feuilles

Karim Beguir

Playbook

Par tempérament, j'ai toujours été optimiste. Je crois fermement que chaque défi est une opportunité. C'était probablement nécessaire pour lancer, il y a dix ans, une startup d'IA et de deep tech en Afrique sans financement. Cette expérience a profondément influencé ma vision du monde. Même des initiatives improbables peuvent réussir à grande échelle, à condition d'avoir la volonté d'y parvenir et d'être épaulé par une équipe passionnée et compétente qui se concentre sur les détails. Il faut aussi avoir une vision d'ensemble correcte. Dans ce court essai, je partage cette vision d'ensemble et l'opportunité stratégique qu'elle représente pour l'Afrique. Parce qu'il s'agit d'un moment historiquement important.

Il est banal de dire que de puissantes forces façonnent le monde d'aujourd'hui et accélèrent son évolution. Mais ce que nous avons découvert dans ce livre est moins habituel : l'avenir se produit beaucoup, beaucoup plus vite que nous ne le pensons. En fait, les progrès sont si rapides que même les experts les plus avertis se sont lourdement trompés dans leurs prévisions. C'est vrai pour l'IA, mais c'est aussi vrai pour les énergies renouvelables et pour la monnaie numérique avec Bitcoin. Chacune de ces trois formidables lames de fond a atteint un point de basculement. Nous sommes maintenant dans un régime d'accélération durable qui ne s'arrêtera pas. Ce qui est encore moins perceptible, c'est que ces trois forces massives se renforcent mutuellement par de puissantes boucles de rétroaction positive. Le tout est bien plus que la somme de ses parties.

À ma connaissance, l'impact combiné de ces trois vagues sur l'Afrique n'avait jamais été étudié avant cet essai,

d'où ma motivation à l'écrire. Les implications sont stupéfiantes : de toute évidence, nous sous-estimons largement la capacité du continent à faire un saut décisif et à construire une économie verte et durable, où l'énergie et l'intelligence sont abondantes. Or nous avons identifié les moyens d'y parvenir. Cette triple vague est si importante qu'un tel bond en avant peut être réalisé à un coût pratiquement nul pour les nations africaines. Il suffit juste d'être intelligent et pragmatique.

Cette stratégie, que j'appelle le Playbook, repose sur des investissements simultanés du secteur privé dans les énergies renouvelables, les infrastructures informatiques IA+Bitcoin et l'éducation, pour bénéficier d'énormes synergies et de rendements attractifs. Les gouvernements africains offrent des incitations fiscales et sont récompensés par des infrastructures de centres de données et des écosystèmes technologiques modernes et écologiques, ainsi que par une indépendance financière grâce à une réserve stratégique de Bitcoin obtenue pour une fraction de sa valeur. Les jeunes talents acquièrent de précieuses compétences en IA et toute la puissance de calcul, agents IA et outils financiers nécessaires pour créer des entreprises numériques 100 fois plus productives que celles qui existent aujourd'hui. Le tout connecté à l'économie mondiale grâce à un Internet par satellite à faible latence et à très haut débit.

Comme les coûts pour les pays sont étonnamment abordables, il s'agit en fin de compte d'une question de choix. La triple vague exponentielle de l'IA + les énergies renouvelables + le Bitcoin est sur le point de changer le monde ; cela se produira quelle que soit la décision de l'Afrique. Il nous appartient collectivement



de décider si le continent saisit cette opportunité unique de faire un bond en avant, d'assurer l'abondance pour tous et d'inverser des années de déclin. L'autre choix, qui consiste à s'accrocher des modèles économiques obsolètes qui datent du milieu du xxe siècle, est voué à l'échec dans un monde en pleine accélération, où le travail humain non qualifié et l'utilisation de combustibles fossiles vont inéluctablement perdre en importance.

Plus l'Afrique investit dans cette triple synergie, plus ses infrastructures seront solides, plus son vivier de talents sera vaste, et plus les bénéfices pour les individus, les entreprises et les pays seront importants. Il est essentiel de s'engager rapidement sur cette trajectoire positive, car les progrès ne s'arrêteront pas là. L'intelligence artificielle passera bientôt des agents numériques à la robotique physique, puis à des systèmes superintelligents qui engendreront d'incroyables innovations scientifiques. L'énergie propre continuera de progresser grâce à de nouvelles avancées technologiques. Et le Bitcoin pourrait

à un moment donné être plus valorisé que l'or, passant de la périphérie au centre de l'univers financier. Le temps presse pour le continent.

Le cercle vertueux déclenché par notre Playbook est fondamentalement sain et durable. Parce qu'il favorise la décentralisation, il pourrait fonctionner même dans des endroits où la gouvernance est difficile. Les agents IA open source et distribués, la production et la distribution d'énergie décentralisée avec des panneaux solaires, la monnaie décentralisée avec Bitcoin, sont des avantages immenses dans le contexte africain.

Avec une énergie propre et une intelligence illimitée, une monnaie saine et une population riche de jeunes talents entrepreneuriaux, l'Afrique peut faire un saut décisif et tracer la voie d'un développement économique et humain jamais vu.

Si nous le voulons (vraiment), c'est possible !.■

K.B.

عمل علينا تربع



Épargne
7ayya

Élu pour la 3^{ème} fois

8%*

Taux de rendement
net de l'année 2024



• Par Jaloul Ayed

Une opportunité sans précédent, mais aussi un test

L'ancien ministre des Finances (2011) et banquier international Jaloul Ayed appelle « l'Afrique à prendre en main son avenir numérique et écrire son propre récit dans l'ère de l'intelligence artificielle. » Mentionnant une opportunité sans précédent, qui constitue également un test de la capacité du continent à convertir tous les risques possibles, il dessine des voies d'action immédiates.

Face à ces menaces, l'Afrique doit transformer l'IA d'un facteur de destruction en un moteur d'opportunités. Pour cela, il est impératif de refonder l'économie africaine en misant sur des secteurs à forte valeur ajoutée tels que l'IA, la cybersécurité et les industries créatives. L'enseignement STEM (science, technologie, ingénierie et mathématiques) doit être renforcé, tout en intégrant les sciences humaines pour favoriser la pensée critique.

L'innovation locale doit être encouragée grâce à des incitations financières et à un cadre réglementaire adapté, soutenu par des centres de recherche spécialisés dans les applications africaines de l'IA, notamment en santé, agriculture et énergie.

L'Afrique doit également renforcer son infrastructure numérique en investissant dans le haut débit, les data centers et l'accès au cloud pour éviter une dépendance aux infrastructures étrangères. Seuls dix pays africains disposent aujourd'hui d'une stratégie nationale en IA. Le Maroc, l'Algérie, l'Égypte et la Tunisie ont amorcé des initiatives, mais celles-ci doivent être consolidées par des actions concrètes à l'échelle continentale.

Une vision panafricaine de l'IA est essentielle. L'Union africaine a lancé en 2024 une stratégie continentale de l'IA, mais celle-ci reste insuffisante si elle ne s'accompagne pas de projets concrets, tels que la création d'un

cloud africain souverain, à l'image de l'European Open Science Cloud en Europe.

L'IA n'est pas une menace inévitable, mais une révolution qui peut propulser l'Afrique vers une nouvelle ère de prospérité. Le défi est immense, mais le choix est clair : rester en marge du progrès ou devenir un acteur clé de la révolution technologique.

L'heure n'est plus à l'attentisme. Il est temps pour l'Afrique de prendre en main son avenir numérique et d'écrire son propre récit dans l'ère de l'intelligence artificielle. ■

J.A.



Jusqu'à 3 ans d'encre inclus*

Pour des impressions précises et lumineuses.

Imprimantes HP Smart Tank



*Les CGU s'appliquent



proxitec
Solutions IT & Infogérance

www.proxitec.tn



L'éducation à l'ère de l'IA Révolution ou obsolescence programmée ?



• Par Akram Temimi, Riadh Rebai, Khalil Amiri*

Imaginez un chirurgien ignorant les technologies modernes et utilisant des instruments obsolètes. C'est pourtant le paradoxe de l'éducation actuelle : alors que l'IA transforme la société, l'enseignement reste ancré dans un modèle pédagogique désuet. Les élèves doivent encore mémoriser des faits accessibles en un clic, illustrant un retard éducatif économiquement et socialement insoutenable.

Le modèle éducatif hérité de l'ère industrielle, où les élèves sont traités en série selon un programme standardisé et un rythme uniforme, a été conçu pour répondre aux besoins d'une économie aujourd'hui disparue. Mesurons l'ampleur du gaspillage engendré par notre système actuel: des esprits brillants et assoiffés de connaissance se voient imposer un parcours linéaire et inflexible, indifférent à leurs dons naturels et à leurs rêves. Un futur romancier qui peine en mathématiques doit passer des heures à étudier le calcul, qu'il n'utilisera jamais, tandis que son talent littéraire reste sous-exploité. Ce n'est pas seulement une lacune pédagogique, c'est une mauvaise allocation massive du capital humain.

Réticences et résistances : le poids de la tradition

Cette rigidité systémique se heurte à un mur de réticences : «L'IA rendra les élèves paresseux !», tonnent les gardiens de la tradition pédagogique, accrochés à leurs méthodes d'évaluation figées dans le temps. Or, cette résistance révèle davantage une peur du changement qu'une analyse lucide des potentialités pédagogiques. Les mêmes cris d'alarme accompagnaient l'arrivée des calculatrices et des moteurs de recherche qui, loin d'avoir atrophié l'intelligence des apprenants, ont redéfini et enrichi nos pratiques éducatives.

L'histoire de l'innovation pédagogique nous enseigne que chaque outil a transformé non pas ce que nous apprenons, mais comment nous l'apprenons. La calculatrice ? Loin de détruire la pensée mathématique, elle l'a libérée des opérations mécaniques pour permettre l'exploration de concepts plus profonds. De même, l'IA ne menace pas l'apprentissage authentique, elle le réinvente en créant un espace pour ce qui est véritablement humain : la réflexion profonde, la créativité et l'intelligence contextuelle. Face à cette révolution cognitive, nous sommes invités à repenser fondamentalement notre conception de l'éducation : faut-il continuer à valoriser la mémorisation dans un monde où l'information est instantanément accessible ? Ne devrions-nous pas plutôt cultiver la capacité à formuler des questions pertinentes, à évaluer la fiabilité des sources, et à synthétiser des idées complexes ? Si l'IA transforme radicalement notre approche pédagogique, reconnaissons toutefois que le système traditionnel possède certaines vertus qu'il conviendrait de préserver : la structure qu'il offre, l'interaction sociale entre pairs, et la transmission de valeurs culturelles communes qui cimentent notre société.

L'impact économique de l'IA dans l'éducation sera révolutionnaire. À mesure que l'intelligence artificielle se perfectionne, son coût marginal tend vers zéro, tandis que celui de l'enseignement traditionnel reste élevé. Il ne s'agit pas d'un simple gain d'efficacité, mais d'une restructuration fondamentale du modèle éducatif. Cette transformation économique s'accompagne nécessairement d'une évolution des rôles professionnels. La métamorphose du métier d'enseignant sera profonde, mais bien éloignée des scénarios catastrophiques dépeints par les technophobes. Lorsque les traitements de texte ont remplacé les machines à écrire, les secrétaires ne sont pas devenus obsolètes -- ils sont devenus des assistants de direction, des gestionnaires d'information, des coordinateurs. De même, l'IA ne bannira pas les enseignants des salles de classe, mais les élèvera au rang de coach d'apprentissage, d'éveilleurs de curiosité et d'architectes de la connaissance personnalisée.

Le dilemme des institutions et le paradoxe de Bloom

Pourtant, pendant que certains innovent, les universités sont confrontées au «dilemme de l'innovateur», décrit par Clayton Christensen. Plutôt que de se réinventer, beaucoup adoptent une posture défensive. Elles cherchent à détecter les copies rédigées par IA sans voir la menace existentielle pour leur modèle économique: si un étudiant peut accéder à un enseignement de qualité en ligne, assisté par un tuteur IA adapté à son style d'apprentissage, comment justifier le coût exorbitant de l'université traditionnelle ?

La réponse se trouve peut-être dans une vérité pédagogique fondamentale mais longtemps inaccessible. Les travaux révolutionnaires de Benjamin Bloom dans les années 1980 ont non seulement démontré que le tutorat individuel améliore significativement les performances des élèves -- ils ont établi qu'il les propulse de deux écarts-types au-dessus de la moyenne, transformant des apprenants ordinaires en véritables prodiges. Ce «paradoxe de Bloom» a hanté les spécialistes de l'éducation pendant des décennies : nous connaissions la formule de l'excellence pédagogique, mais restions incapables de l'appliquer à l'échelle d'une société entière.

L'IA pulvérise aujourd'hui cette limitation historique avec une force disruptive comparable à celle de l'imprimerie sur la diffusion du savoir. Les tuteurs virtuels propulsés par l'intelligence artificielle peuvent désormais



s'adapter à chaque apprenant avec une précision extraordinaire -- identifiant instantanément les lacunes conceptuelles, ajustant le rythme d'apprentissage en temps réel, et personnalisant les exemples selon les centres d'intérêt de l'élève.

Vers un nouveau modèle éducatif : une transition par étapes

Les implications de cette révolution sont profondes et exigent une réponse systémique. L'éducation doit se recentrer sur des compétences que les machines ne peuvent pas imiter : créativité, jugement éthique, résolution de problèmes complexes.

Concrètement, cette transition pourrait suivre un modèle en trois phases :

1. Phase d'initiation : formation intensive des enseignants aux outils d'IA éducative ; expérimentation dans des matières spécifiques comme les mathématiques ou les langues ; création d'un cadre éthique d'utilisation.
2. Phase d'intégration : refonte des programmes pour inclure des compétences liées à l'IA ; mise en place d'une infrastructure technologique équitable ; développement de méthodes d'évaluation adaptées à ce nouveau paradigme.
3. Phase de transformation : réorganisation des espaces d'apprentissage ; personnalisation complète des parcours éducatifs ; évolution du rôle de l'enseignant vers celui de mentor et facilitateur.

Défis pratiques et enjeux d'équité

L'adoption de l'IA implique une planification rigoureuse : définir son usage par discipline, prévenir le plagiat, et encadrer son intégration progressive. Comme les

calculatrices autrefois, l'IA doit être utilisée dans un cadre pédagogique adapté.

L'équité d'accès est essentielle. Sans politiques volontaristes, ces technologies pourraient creuser les inégalités. Investir dans les infrastructures numériques des zones défavorisées est crucial pour éviter un écart éducatif croissant.

La course mondiale et la vision d'avenir

Les pays qui adoptent l'IA dans l'éducation construiront une main-d'œuvre compétitive ; ceux qui s'y opposent risquent le déclassement. La Corée du Sud et Singapour, par exemple, intègrent déjà l'IA dans leurs écoles.

Pour conclure, la question n'est plus de savoir si l'IA transformera l'éducation, mais comment nous orienterons cette transformation. L'histoire nous enseigne que chaque innovation majeure dans la transmission du savoir a d'abord provoqué une résistance avant d'engendrer de nouvelles possibilités. C'est à nous, collectivement — enseignants, élèves, parents, décideurs — de façonner cette évolution pour qu'elle serve les plus hautes aspirations humaines : l'équité, la créativité et l'émancipation par le savoir. 

A.T., R.R., K.A.*

*A propos des auteurs :

Akram Temimi (PhD in Economics, University of Illinois at Urbana-Champaign, USA) est professeur à l'université du Qatar et cofondateur de MUST University, Tunisie.

Riadh Rebai (PhD in Systems Networking and Telecommunications, Université Polytechnique Hauts-de-France) est conseiller en IA et transformation numérique à Reflections Info Sys -- Qatar

Khalil Amiri (PhD in Computer Engineering, Carnegie Mellon University, USA) est président et cofondateur de MUST University, Tunisie.



La banque digitale d'AMEN BANK
certifiée au standard de la sécurité ISO/IEC 27 001



AMEN BANK, certifiée
au standard financier
MSI 20000®

بنك الأمان
AMEN BANK
Le Partenaire de votre Succès



Carte Tashil Plus

إشري بالحاضر
و خالص بالتقسيط

AMEN BANK
ديما تلقالك الحل



Facilité de
paiement
jusqu'à
12 mois

**BUY NOW
PAY LATER**



La formation d'ingénieurs à l'épreuve du XXI^e siècle **Un modèle à réinventer pour une compétitivité internationale**



• Par Mohamed Ennaceur Ammar

Dans un monde en perpétuelle mutation, la formation des ingénieurs se trouve à la croisée des chemins. Face aux défis technologiques, industriels et environnementaux, la Tunisie doit repenser son système de formation d'ingénieurs (SFI). C'est l'ambition du Livre blanc sur la formation des ingénieurs en Tunisie, un document stratégique qui dresse un état des lieux sans concession et propose des solutions inspirées des meilleures pratiques internationales.

Ce Livre blanc est le fruit des travaux d'un comité de réflexion stratégique réunissant plusieurs acteurs du monde académique et socioéconomique. Ce comité a été mis en place en 2021 au sein du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et a bénéficié de l'appui de l'Agence française de développement.

La question n'est plus de savoir si une réforme est nécessaire, mais comment l'opérer au plus vite. Entre rigidité académique, inadéquation au marché du travail et faible internationalisation, le SFI tunisien doit se moderniser pour garantir l'employabilité et la compétitivité de ses diplômés.

Un modèle en expansion, mais en perte de vitesse

Depuis la création de l'École nationale d'ingénieurs de Tunis (Enit) en 1968, la Tunisie a progressivement bâti un système de formation d'ingénieurs solide, mais désormais un peu dépassé par les évolutions globales. Avec 88 établissements (55 publics et 28 privés), le pays produit chaque année plus de 7 000 ingénieurs. Mais si le système s'est étendu, sa structuration présente plusieurs faiblesses. Redondance des formations, absence de gouvernance centralisée, manque de reconnaissance internationale, les défis sont nombreux.

La principale critique vient du monde économique : les formations restent trop théoriques et insuffisamment connectées aux réalités industrielles. «*Les jeunes ingénieurs arrivent avec un bagage académique solide, mais sans réelle expérience terrain ni compréhension des exigences du marché*», confie un responsable d'une entreprise technologique.

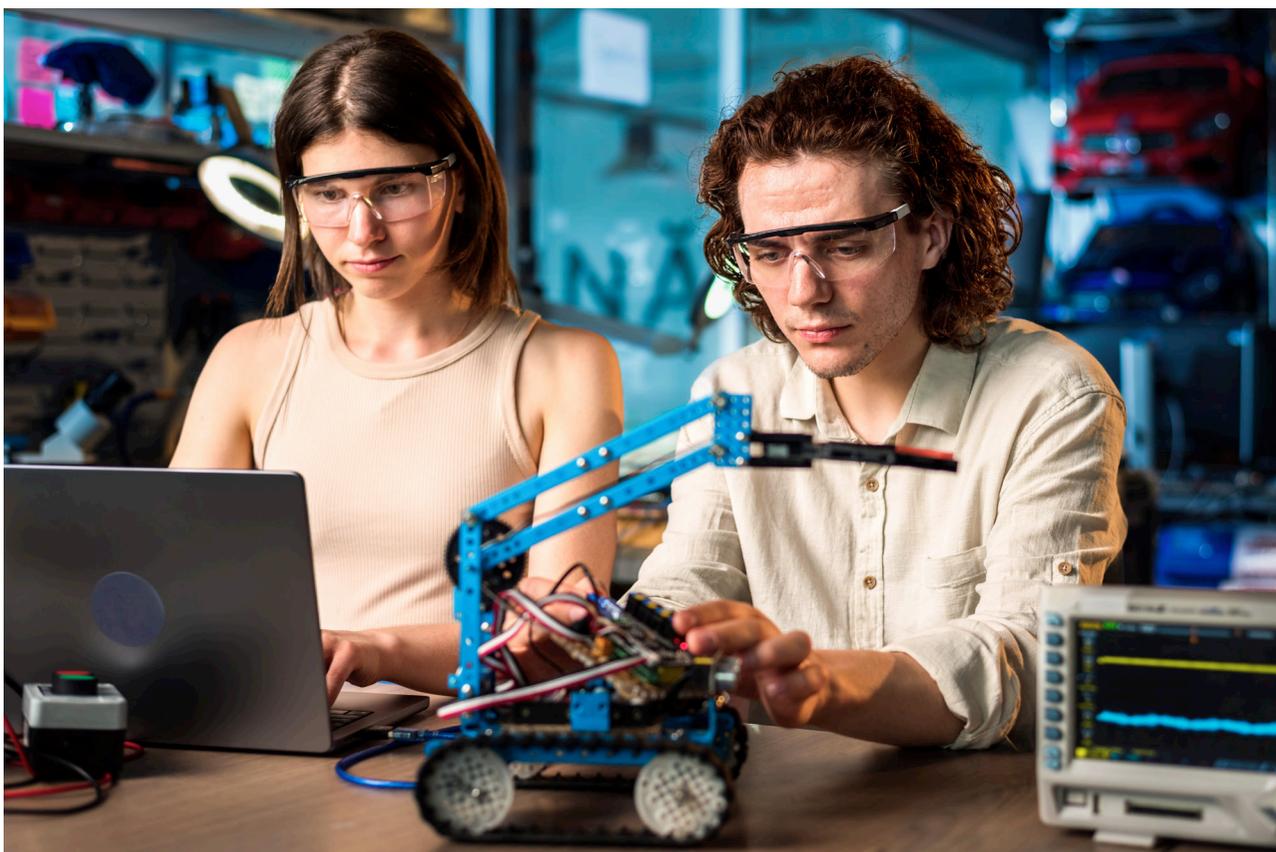
Les diplômés tunisiens sont très sollicités à l'international, notamment dans les domaines de l'ingénierie numérique et industrielle. Toutefois, en l'absence d'une accréditation reconnue et de formations alignées sur les standards mondiaux, leur intégration sur le marché global demeure un défi majeur. Malgré ces obstacles, de nombreux ingénieurs tunisiens choisissent l'expatriation en Europe ou en Amérique du Nord, témoignant ainsi de la qualité de leur formation. Cet exode des compétences soulève la question de la rétention des ingénieurs tunisiens, essentielle au développement économique et social du pays. Le défi est d'autant plus important que le système de formation des ingénieurs peine à attirer des étudiants étrangers, notamment d'Afrique subsaharienne, et que ceux qui étudient en Tunisie

rencontrent des difficultés pour obtenir un permis de travail sur place.

Le modèle actuel révèle plusieurs autres failles

- 1. Une gouvernance morcelée et inefficace**
L'absence de coordination centralisée empêche une gestion efficace du SFI. Résultat : redondance des formations, manque d'harmonisation entre les établissements et absence de stratégie claire pour l'ouverture de nouvelles filières.
- 2. Une formation en décalage avec le marché du travail**
 - Approche trop académique, avec peu d'intégration des compétences pratiques et professionnelles.
 - Absence de cursus en alternance, alors que ce modèle a fait ses preuves dans de nombreux pays développés.
 - Manque de spécialisation dans des secteurs émergents comme l'intelligence artificielle, l'IoT, la cybersécurité ou l'ingénierie verte.
- 3. Une reconnaissance internationale insuffisante**
Seuls 80 programmes sur 277 sont accrédités par des instances reconnues comme la CTI (EUR-ACE) en Europe ou ABET aux États-Unis. Cette situation limite la mobilité des diplômés et leur employabilité à l'international.
- 4. Un accès aux études diversifié mais non régulier**
Le système tunisien de formation en ingénierie repose sur plusieurs parcours types :
 - Un concours national accessible après les classes préparatoires, permettant d'intégrer des écoles d'élite telles que l'École polytechnique de Tunisie, l'Enit, Sup'Com, l'Ensi, etc.
 - Des écoles proposant des formations avec prépas intégrées, comme l'Insat.
 - Des instituts adoptant un modèle en deux cycles (3+3), à l'image de l'ISI.

Cette diversité contribue à la formation de profils variés, mais l'absence de régulation en amont nuit à un développement harmonieux des établissements de formation d'ingénieurs. Ce déséquilibre est aggravé par la prédominance des filières liées au numérique, souvent au détriment des autres spécialités en ingénierie. Cette tendance profite particulièrement aux établissements privés, qui attirent un nombre d'étudiants supérieur à celui des institutions publiques.



L'accès aux cursus d'ingénierie est également confronté à des défis liés à la qualité du vivier des bacheliers. En 2023, seuls 53 % des bacheliers étaient issus de filières scientifiques et techniques, tandis que le taux global de réussite au baccalauréat, limité à 50 %, restreint l'apport de nouveaux étudiants au système de formation d'ingénieurs.

Que font les meilleurs ? Leçons d'un benchmark international

Pour comprendre les modèles performants, le Livre blanc s'est appuyé sur une étude comparative des systèmes de formation en Allemagne, au Canada, en Corée du Sud, en Finlande et en France.

Objectif : identifier les pratiques les plus efficaces et les adapter au contexte tunisien.

Des modèles inspirants

- Allemagne : son modèle dual basé sur des universités techniques et des universités de sciences

appliquées, associant apprentissage académique et alternance en entreprise, permet des interactions fortes avec l'industrie.

- Finlande : flexibilité et interdisciplinarité, avec une formation axée sur les compétences transversales et la créativité.
- Corée du Sud : excellence technique avec un investissement important dans la R&D, et forte implication des entreprises dans la formation.
- Canada : autonomie des universités, partenariats industriels forts et culture de l'innovation.
- France : intégration des grandes écoles et des universités au sein de pôles territoriaux, favorisant la mutualisation des ressources, des cursus innovants et une reconnaissance internationale accrue.

Leçons à retenir pour la Tunisie

Le rapport met en avant plusieurs leviers d'amélioration :

- Aligner les formations sur les nouvelles réalités technologiques : intelligence artificielle, robotique,

transition énergétique, transition environnementale, etc.

- Favoriser l'apprentissage par compétences plutôt que par simple acquisition de connaissances, avec des programmes flexibles, adaptés aux besoins de l'industrie.
- Créer des cursus en alternance et en apprentissage, intégrant plus d'expérience terrain pour une professionnalisation accrue.
- Internationaliser les diplômés : favoriser les accréditations ABET, EUR-ACE, CTI pour faciliter la mobilité des diplômés.
- Renforcer les liens entre écoles d'ingénieurs et entreprises.

Sept axes pour une transformation urgente

Le Livre blanc propose une feuille de route en sept axes stratégiques pour moderniser la formation d'ingénieurs en Tunisie. Parmi les recommandations phares :

- 1. Structurer et moderniser la gouvernance du SFI**
 - Créer un organe central pour piloter la réforme et harmoniser l'offre de formation.
 - Planifier l'ouverture de filières en fonction des besoins du marché et des évolutions technologiques.
- 2. Réformer la pédagogie et intégrer les soft skills**
 - Mettre l'accent sur les compétences transversales (gestion de projet, communication, éthique).
 - Multiplier les approches par projets, à l'image du syllabus CDIO (Conceive, Design, Implement, Operate) adopté par de nombreuses universités à l'international.
- 3. Généraliser l'alternance et l'apprentissage en entreprise**
 - Mettre en place un statut "étudiant salarié", inspiré du modèle allemand.
 - Rendre obligatoire une période longue en entreprise pour chaque étudiant.
- 4. Accentuer la démarche qualité et accélérer l'internationalisation**
 - Doubler le nombre de formations accréditées EUR-ACE et ABET en cinq ans.
 - Favoriser les doubles diplômés avec des institutions étrangères.

5. Miser sur le numérique et les technologies émergentes

- Créer des spécialisations en intelligence artificielle, cybersécurité, industrie 4.0 et transition énergétique.
- Utiliser les MOOCs et d'autres plateformes, pour favoriser un apprentissage personnalisé tout au long de la vie.

6. Encourager la formation continue et l'adaptabilité des parcours

- Instaurer des formations certifiantes pour les ingénieurs en activité.
- Adapter les cursus aux besoins changeants des industries.

7. Développer les compétences en ingénierie durable

- Former des ingénieurs capables de répondre aux défis écologiques et énergétiques.
- Intégrer l'économie circulaire et l'efficacité énergétique dans les programmes.

Un choix stratégique pour l'avenir

L'heure est à l'action. L'enjeu dépasse le simple cadre académique : c'est l'avenir de l'ingénierie tunisienne et son rayonnement international qui sont en jeu.

Si la Tunisie engage ces réformes avec ambition, elle pourra devenir un acteur clé de la formation d'ingénieurs en Afrique et en Méditerranée. À défaut, elle risque d'accuser un retard difficile à combler face à une concurrence mondiale toujours plus exigeante.

- L'avenir du SFI tunisien repose désormais entre les mains des décideurs. S'en tiendra-t-il à ses structures traditionnelles ou relèvera-t-il le défi du XXI^e siècle en adoptant une approche plus ouverte, inclusive, innovante et tournée vers l'entrepreneuriat ? Le choix est déterminant, et l'urgence est réelle.

Comme le souligne le Livre blanc, la Tunisie doit trancher entre modernisation et marginalisation. L'évolution de la formation des ingénieurs repose sur une volonté politique forte et une collaboration étroite entre l'État, les universités publiques et privées, ainsi que les entreprises. ■

M.E.A.

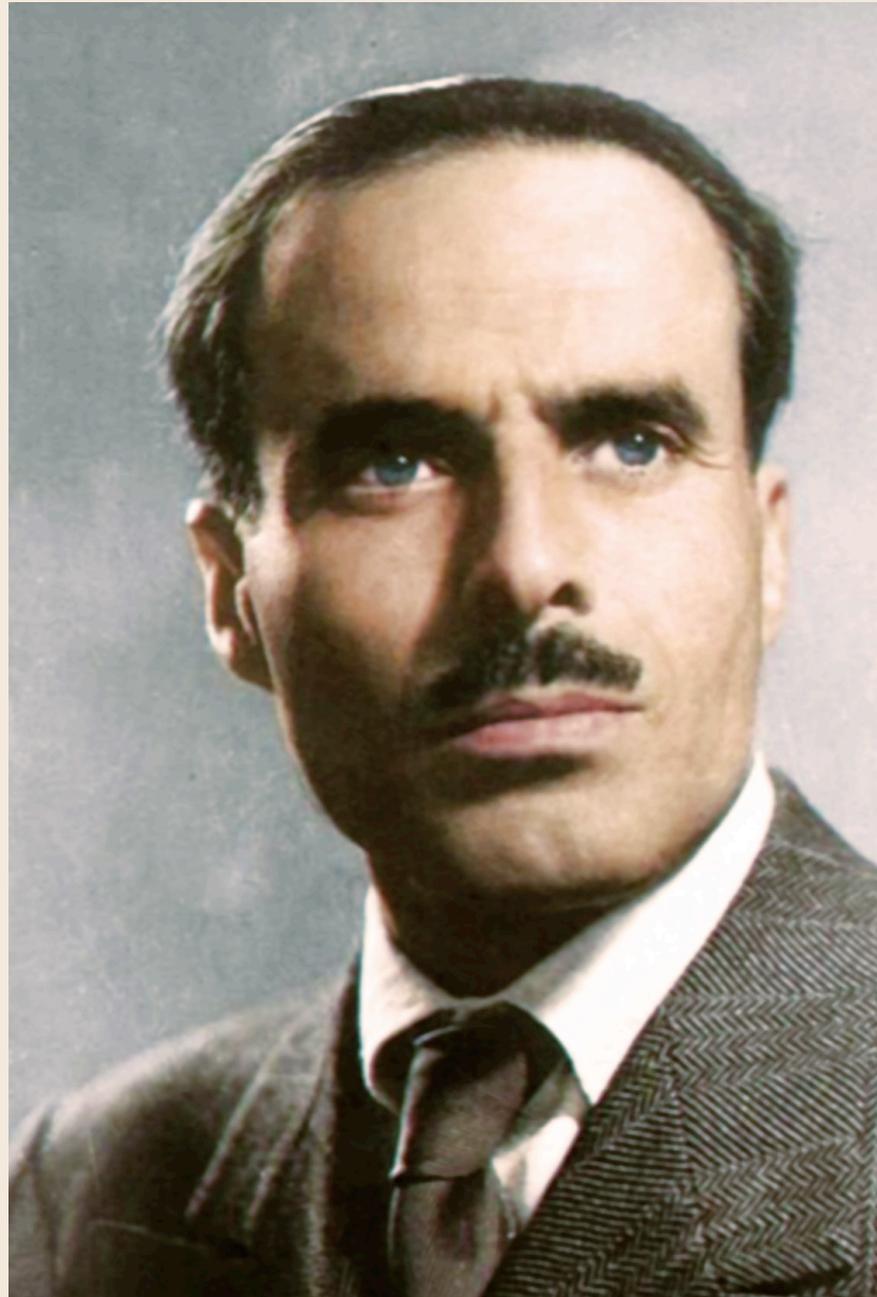
Bourguiba 25 ans déjà

Cela fait un quart de siècle que nous a quittés, le 6 avril 2000, le président Habib Bourguiba à l'âge quasi centenaire. Célébré en Combattant suprême, artisan de l'indépendance et de l'édification de l'Etat moderne, contesté par d'autres, déposé par un coup d'Etat «médical», en 1987, maintenu en résidence surveillée et éclipsé par Ben Ali (1987 – 2011), il ne cessé d'être l'objet d'éloges et de controverses à la fois. Celui qui a connu la prison, l'exil et l'oppression a fini par abolir la monarchie et instauré la République (1957), tutoyant les dirigeants et souverains du monde, de son époque.

D'année en année, les jeunes générations découvrent Bourguiba, des chercheurs reviennent sur son parcours et son œuvre, des études lui sont consacrées. Même s'il est encore tôt d'accéder à toutes les archives le concernant en Tunisie et dans différents pays, pour en juger, l'histoire lui reconnaît beaucoup de mérite.

Grand amateur de poésie, aimant à réciter par cœur devant ses visiteurs Alfred de Vigny (La mort du loup) et d'autres poètes en français et en arabe, Habib Bourguiba se délectait aussi d'écouter les poètes qui louaient son œuvre. Parmi les poèmes, peu connus, celui qui lui avait dédié le président Léopold Sédar Senghor, ancien président du Sénégal, membre de l'Académie française et ami de longue date. Il figure dans son recueil «*Élégie de Carthage*».

«Élégie de Carthage» dédiée «à Habib Bourguiba, le Combattant suprême», 1975. Elle fait partie des Élégies majeures, 1979, édition établie par Jean-Michel Devésa, dans Léopold Sédar Senghor, Poésie complète, éd. critique dirigée par Pierre Brunel, Paris, CNRS éditions, Planète libre, 2007, p. 591-603.



Léopold Sédar Senghor

Dans ton palais maure à Carthage, je t'ai nommé, toi
Combattant extrême.

Yeux d'acier et d'azur, menton de proue et fils du Peuple de la
Mer
Venu dernier pour l'accomplissement de la Parole.

De ton regard, et circulaire aux quatre horizons de l'Afrique, tu
en as pris le nombre d'or
Et tu l'as remontée du Cap Blanc au Cap des Tempêtes
Pour en mesurer la structure et l'asseoir sur ses fondations
capsiennes.

Je ne dis pas tes yeux d'acier et d'azur, ton menton de proue
Ni ne loue ton combat de léopard contre le Mastodonte blanc
- Pourtant, quelles moissons furent couchées, et pas en perte
pure !

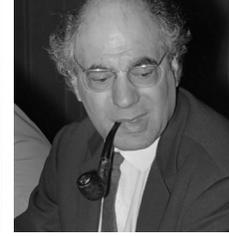
Or je chante après la vaillance, panachée au cœur du combat
L'honneur je chante, et la susceptibilité
Mais les paroles de paix transparentes et ton sourire d'aube.
Je salue ton salut à l'Afrique : aux faces noires d'ivoire comme
aux
visages vermeils.

Il n'y aurait pas de chant si tar et darbouka n'accomplissaient
l'orchestre, prêtant leur
Rythme syncopé aux kamenjahs et aux rebabs, au naï suave
oud
lyrique, au quanoun.
Ce soir, où tu salues l'Afrique d'un seul salut de tes deux mains
unies
Je te salue de ton salut de paix, toi Combattant ultime !"





• Par Abdelaziz Kacem



La Nahda se meurt À qui la faute ?

1

La Nahda, notre Renaissance, on ne le répètera jamais assez, est née au forceps de l'Occident. Grâce à Bonaparte, d'abord, puis aux anciens de l'Expédition d'Égypte, la France des Lumières a pris en charge les pionniers arabes du renouveau culturel. Mais les services coloniaux ont fini par sentir le danger que représentaient, pour leurs intérêts, ces élites formées à leur école.

2

Me vient à l'esprit Jean Mons, l'un des Résidents généraux les plus acquis à l'instauration de sérieuses réformes en Tunisie. En 1950, il accorde une audience à Bourguiba. Au cours de l'entretien, le leader tunisien fit le procès de la colonisation. Excédé, le haut représentant français s'exclama : «*Mais alors, M. Bourguiba, voilà une heure que je vous entends débâter contre la France. Alors, elle n'a rien fait de bien, la France, dans votre pays ?*» Et Bourguiba de répondre superbement : «*Si, elle a fait un homme comme moi et qui vient maintenant lui demander des comptes*».

3

Depuis lors, nous avons été prévenus par plus d'un observateur. Pour Maxime Rodinson, on semble tout faire pour accentuer la dégénérescence des pays orientaux. «*Leur redressement, leur modernisation éventuels, affirme-t-il, ne suscitent aucun enthousiasme. Ils risqueraient d'y perdre cette touche d'exotisme qui fait leur charme*». Les politiques coloniaux s'alliaient, le plus souvent, aux «*conservateurs indigènes*» et traitaient, ajoute-t-il, «*les intellectuels nationalistes, qu'ils soient réformateurs ou révolutionnaires, socialisants ou non, de pâles imitateurs de l'Europe, poussés par des idées abstraites et mal comprises, à détruire leur propre patrimoine*».

4

On sait le rôle primordial joué par Mohammed Ali d'Égypte pour la modernisation accélérée du pays. C'est lui qui envoie en France la première mission estudiantine arabe. Or l'Occident, se préparant à faire main basse sur les destinées du monde arabe, voyait d'un mauvais œil les ambitions du monarque égyptien, décidé à faire de son pays une puissance capable de prendre le relais de l'Empire ottoman. Or «*l'Homme malade*» devait être maintenu en vie tant que les puissances coloniales ne se seraient pas entendues sur la part qui reviendrait à chacun dans la succession. Ibrahim Pacha ayant arraché aux Turcs la Syrie, une coalition le contraint par le traité de Londres (1840) à restituer sa conquête et à se contenter de l'Égypte et du Soudan. Amin Maalouf écrit à ce sujet : «*La conclusion que les Arabes tirèrent alors et tirent encore de cet épisode, c'est que l'Occident ne veut pas qu'on lui ressemble, il veut seulement qu'on lui obéisse*».

5

Mais c'est surtout l'Occident anglo-saxon qui a asséné à la volonté de progrès chez les Arabes le coup le plus handicapant. En 1928, pour endiguer les aspirations de plus en plus pressantes des élites à parler d'égal à égal avec les suprémacistes coloniaux, un instituteur archaïque nommé Hassan al-Banna, avec l'aide britannique sonnante et trébuchante, crée l'Association des Frères musulmans. Il fallait, pour les autorités anglaises, lancer les barbus contre une intelligentsia arabe sachant argumenter et convaincre.

6

Cela fait maintenant presque un siècle que les Frères musulmans font tout pour effacer les «*séquelles*» de l'Expédition d'Égypte. Pour tous les conservateurs du monde, le progrès, voilà l'ennemi ! Tout le XX^e siècle arabe est à refaire. La Nahda, dont le nom même a été usurpé par un mouvement qui lui est hostile, est à recommencer.

7

Les ulémas sont désemparés. Ils ont tremblé pour leur fonds de commerce. Leur réaction est allée dans toutes les directions. Pour la plupart, Dieu nous éprouve pour vérifier notre foi. Le postulat que tout est dans le Coran aboutira au stupide concordisme et aux miracles scientifiques dans le Livre saint. D'autres, plus stupides encore, pensent que l'essentiel est de consolider la foi des 'ajâiz (les vieillards). L'un des charlatans les plus influents dans le monde arabo-musulman, cheikh Metwalli al Sharawi, se trouvait à Alger en juin 1967. Quand la défaite arabe fut consommée, il avoue avoir remercié Allah en deux genuflexions. Pour quelle faveur, ce remerciement ? lui demande son fils, étonné.

«*Dieu, rétorque-t-il, vient de sauver l'islam d'une victoire militaire arabe qui aurait consacré la mainmise du communisme athée sur les terres de la Oumma.*» Au diable, la patrie, c'est la foi qui compte.

À la question pourquoi les Occidentaux découvrent et inventent, en l'absence quasi-totale des musulmans ? Il répond, imperturbable : Allah les a réquisitionnés pour ces nécessités. Ils nous en déchargent afin que, nous autres, nous nous consacrons à sa dévotion.

8

L'Occident est passé maître dans la manipulation d'un islam monopolisant la vraie foi et toujours prêt à en découdre avec l'athéisme d'où qu'il vienne. Le Royaume-Uni invente, en 1945, dès le début de la guerre froide, la Ligue des États arabes pour contrer toute velléité communiste en terre arabe. Nasser a essayé de faire détourner cet organe de sa tare de naissance pour défendre la cause arabe. Sa décennie tunisienne a déterminé son action en faveur du développement arabe commun. Retournée au Caire, depuis les années 90 du siècle précédent, elle a retrouvé sa vocation première, obéir au bon vouloir du bon patron anglo-saxon.

9

La manipulation occidentale culmine dans les années quarante-dix, quand, en Afghanistan, ils ont armé, entraîné et lancé des hordes de barbus fanatisés contre l'armée soviétique athée. L'hostilité que nourrissait le fondamentalisme à l'égard de l'Urss et ses satellites était stupide à plus d'un titre. Le bloc communiste n'avait pas de contentieux avec le monde arabe, il était quasiment son seul soutien dans les instances internationales. D'ailleurs, l'effondrement de l'Union soviétique a été catastrophique pour l'équilibre politique mondial et les Arabes ont été les premiers à en pâtir. Ils ont bien coupé la branche sur laquelle ils étaient assis. D'autres branches sont menacées.

10

L'une des raisons de l'échec de la Nahda, n'ayons pas peur des mots, est due à l'islam califal, un islam cadencé par des interprétations abusives et surannées. Il est ahurissant de voir à quel point les cancre maltraitent les concepts et prennent des libertés avec la sémantique. Contre ce passéisme stérilisant, nombreux ceux qui, comme le polémiste Abd el Qâdir al-Mâzini (1889-1949), appelaient à «*mettre fin à l'emprise des morts sur les vivants, à la mainmise du passé sur le présent.*»■

A.K.



• Par : Mohamed Ibrahim Hsairi

Le nouveau Moyen-Orient Le virtuel qui risque de devenir réel !

Fort du pouvoir inconditionnel de pression qu'il a, ou qu'il croit avoir, et estimant que les Etats-Unis ont, en ce moment, une opportunité historique de réaliser les aspirations qu'ils n'ont cessé de nourrir depuis des décennies au Moyen-Orient, le président américain Donald Trump semble vouloir tirer parti des bouleversements «tectoniques» qu'a connus la région dans le sillage de l'horrible guerre génocidaire d'Israël à Gaza.

C'

est ainsi qu'il envisage de mener un «vaste programme» qui aura pour ultime objectif la mise en place du nouveau Moyen-Orient en entreprenant les principales actions suivantes :

- Achever la décimation du Hamas et mettre fin à toute forme de résistance palestinienne.
- S'emparer de la bande de Gaza, la vider de ses plus de deux millions d'habitants en vue de la transformer, après son «nettoyage», en une «Riviera du Moyen-Orient».
- Finir la neutralisation du Hezbollah libanais et l'élimination de toutes les autres composantes de l'axe de la résistance, notamment au Yémen et en Irak.
- Mettre à profit l'effondrement du régime de Bachar el-Assad pour contraindre la Syrie, ainsi que le Liban, à signer des accords de paix avec Israël, à l'exemple de l'Egypte et la Jordanie.
- Poursuivre les pressions en vue d'anéantir l'Iran, ou du moins de l'affaiblir et de le maintenir en déséquilibre, tant par l'accroissement des sanctions que par le démantèlement de son réseau régional de «mandataires».
- Élargir les accords d'Abraham qui ont donné lieu, lors de son premier mandat, à une série d'accords de normalisation signés en 2020 par Israël et les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan.

- Exclure définitivement la solution à deux États, tout en soutenant le processus de colonisation en Cisjordanie.
- Aider Israël à réaliser son rêve du «Grand Israël» qui sera étendu à Gaza et à la Cisjordanie.
- Remodeler le Moyen-Orient, de fond en comble, afin d'y établir un nouvel ordre régional où Israël aura la haute main.

S'agissant des moyens qu'il utilisera en vue de mettre en œuvre l'ensemble de ces actions, et pour que « la situation au Moyen-Orient soit résolue » une fois pour toutes, le président Donald Trump a affirmé ouvertement et sans vergogne, à maintes reprises, tant au cours de sa campagne électorale qu'après son élection, qu'il compte «imposer la paix par la force», et qu'il est prêt à non seulement recourir à l'action militaire, mais à «ouvrir les portes de l'enfer» à tous ceux qui oseraient le défier ou ne pas se soumettre à ses desiderata.

Les frappes meurtrières qui sont menées contre le Yémen par les forces américaines, depuis le samedi 15 mars 2025, constituent la première démonstration du traitement belliciste qu'il réserve aux pays ou aux parties récalcitrants de la région.

Il n'est pas fortuit que cette première grande offensive militaire du président Donald Trump depuis son retour à la maison blanche ait été suivie, le lendemain, par



la reprise de la guerre israélienne sur Gaza et les frappes massives auxquelles le président Donald Trump a donné non seulement son feu vert mais toute sa bénédiction.

L'horrible agressivité aussi bien des opérations américaines contre le Yémen que des opérations israéliennes contre Gaza laisse croire que le Moyen-Orient est entré dans une phase extrêmement éprouvante et tumultueuse car le président américain Donald Trump et le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu veulent qu'elle soit décisive et déterminante.

Décisive et déterminante, tout d'abord pour Gaza qui doit être vidée de ses plus de deux millions d'habitants qui doivent, coûte que coûte, partir en Egypte et en Jordanie ou ailleurs, car du sort de Gaza dépendront le sort de la Cisjordanie et celui de la question palestinienne tout entière. En effet, pour Israël, il est vital de détruire le Hamas et de dépeupler Gaza, pour deux raisons : d'une part, pouvoir la réoccuper et la réinstaller complètement, et d'autre

part créer un précédent qui lui permettrait de récidiver en Cisjordanie dont il veut accélérer l'annexion.

Décisive et déterminante, ensuite, pour toute forme de résistance dans la région, car pour les Etats-Unis et Israël, la résistance n'est que du terrorisme qu'il faut éradiquer par tous les moyens. La sévère crise de confiance en Israël provoquée par le «*Déluge d'el-Aqsa*» puis par l'incapacité de l'armée israélienne, durant quinze mois de guerre, de remporter une «*victoire totale*» sur le Hamas, malgré son avantage écrasant sur le terrain, ne peut être résolue que par cette éradication intégrale et systématique.

Et décisive et déterminante, enfin, pour l'Iran qui doit être forcé, par une «*diplomatie musclée*», sinon par une «*vigoureuse action militaire*», israélienne et/ou américaine, à renoncer à son programme nucléaire et à abandonner ses visées régionales. Il est à signaler, à ce propos, que depuis deux décennies, des voix bellicistes à Tel-Aviv et à Washington n'ont cessé d'appeler, en vain, à attaquer le programme nucléaire iranien. Mais ces voix sont aujourd'hui très bien

écoutées par le président Donald Trump qui, faut-il le rappeler, a décidé unilatéralement en 2018, lors de son premier mandat présidentiel, de se retirer de l'accord sur le nucléaire iranien négocié et approuvé par son prédécesseur, en 2015, et de mener une campagne de «*pression maximale*» contre l'Iran dans l'espoir d'obtenir un meilleur accord.

Considérant que l'Iran n'a jamais été aussi amoindri qu'aujourd'hui, tant par les attaques israéliennes que par la chute du président Bachar el-Assad et l'affaiblissement du Hezbollah, Israël et les Etats-Unis semblent partager la même conviction qu'il est bien temps de terminer le travail en déclenchant une véritable guerre contre Téhéran.

D'aucuns estiment que la préparation de cette guerre a déjà commencé sur le terrain par les frappes contre les Houthis au Yémen, et les pressions exercées sur les autorités irakiennes en vue de mettre terme au contrôle iranien en Irak, et sur le plan politique, en diabolisant l'Iran aux yeux du monde et en le tenant, dorénavant, pour responsable de toute attaque des «*Ansar Allah*».

Selon des médias américains, le président Donald Trump a proposé au guide suprême iranien Ali Khamenei, dans la lettre qu'il vient de lui adresser, d'ouvrir des négociations pour résoudre le différend concernant le programme nucléaire iranien, mais il a assorti sa proposition d'un ultimatum, indiquant que Téhéran dispose d'un délai de deux mois pour ce faire, sinon il y aura d'autres moyens de résoudre le différend.

Il est clair que le président Donald Trump, qui est obsédé par l'idée de décrocher le prix Nobel de la paix au titre de l'année en cours, tient à réaliser, le plus rapidement possible, l'exploit de régler, à sa guise, les problèmes du Moyen-Orient radicalement et globalement, et tout imbu de son ego surdimensionné, il croit qu'il en est capable grâce à sa détermination impitoyable à éliminer tout obstacle à la réalisation de ses objectifs.

Toutefois, estiment de nombreux analystes, il semble que le président Donald Trump oublie que plusieurs de ses prédécesseurs ont nourri des aspirations semblables au Moyen-Orient, mais, et souvent après

de brèves périodes d'espoir, ils ont vu leurs aspirations s'estomper.

Serait-il plus chanceux que ses prédécesseurs ? Rien n'est moins sûr, affirment les mêmes analystes, en raison de leur scepticisme quant à sa personnalité vaniteuse et extrêmement égocentrique, à son approche belliciste et transactionnelle des relations internationales, à sa vision bornée et obstinée du monde et à son comportement imprévisible, pour ne pas dire capricieux, qui suscite les craintes en même temps des alliés des Etats-Unis et de leurs adversaires.

D'ailleurs, il serait paradoxal qu'il puisse impliquer les Etats-Unis dans une confrontation qui sera en contradiction criante avec sa stratégie isolationniste et fondée sur le slogan si cher à son cœur «*l'Amérique d'abord*» ainsi qu'avec la promesse qu'il a dite et redite, à maintes reprises, de mettre fin aux guerres et non d'en déclencher de nouvelles.

Mais Donald Trump n'est pas à une contradiction près, et tant que les rapports et les alliances avec les pays arabes, surtout ceux du Golfe, demeurent solides et continuent à se consolider, il est normal qu'il aille de l'avant dans la mise en œuvre de son «*vaste programme*» pour transformer le virtuel nouveau Moyen-Orient en un nouveau Moyen-Orient réel...

Toutefois et bien qu'il soit attendu que la plupart des dirigeants arabes, terrifiés qu'ils sont par la mémoire de la fin tragique de Saddam Hussein et de Mouammar Kadhafi, continuent à éviter de s'attirer les foudres des Etats-Unis, et à faire montre d'une impuissance pathétique et déconcertante, la mise à exécution du plan de Donald Trump relatif à Gaza et du projet du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu relatif au «*Grand Israël*» ne manquera pas d'exacerber l'exaspération et la frustration qui secouent leurs populations.

Et, il n'est pas exclu que, tôt ou tard, l'horrible guerre génocidaire d'Israël à Gaza finisse par alimenter un terreau contestataire au sein des sociétés arabes qui donnerait naissance à un nouveau «*Hirak*» qui pourrait déboucher, non pas sur un nouveau «*printemps arabe*» mais sur «*un automne arabe de la colère*» qui serait placé sous le signe de l'antisionisme pur et dur. ■

M.I.H.

Ancien Ambassadeur

SAHATY

INTERNATIONAL



ERRC

NUMÉRO BLEU
82 10 10 90

VOTRE ASSURANCE SANTÉ DANS LE MONDE ENTIER

Avec **SAHATY** International, nous prenons en charge vos frais de soins, d'hospitalisation et de chirurgie en Tunisie comme à l'étranger.



L'avenir
avec assurance

www.carte.tn





• Par Elyes Ghariani

L'Arctique Le nouveau théâtre des rivalités mondiales



Donald Trump l'a martelé : il veut acheter le Groenland, «d'une manière ou d'une autre». Derrière cette ambition apparemment fantasque, rejetée catégoriquement par Copenhague et Nuuk, se cache une réalité bien plus vaste: l'Arctique est devenu le nouvel échiquier des puissances mondiales. Longtemps perçue comme une contrée glacée et lointaine, cette région est aujourd'hui le théâtre d'une compétition acharnée, où se jouent la maîtrise des ressources, le contrôle des routes maritimes et la redéfinition des rapports de force.

Le réchauffement climatique ouvre des passages stratégiques et révèle des richesses insoupçonnées, attisant les convoitises. Washington voit dans le Groenland

un atout géopolitique majeur, tandis que Moscou renforce sa présence militaire et que Pékin avance ses pions à coups d'investissements et d'expéditions scientifiques. Face à ces ambitions, le Canada, la Norvège

et le Danemark tentent de défendre leur souveraineté et de contenir l'escalade.

L'Arctique n'est plus un désert de glace. C'est un champ de bataille où

se jouent les grands équilibres du XXI^e siècle – et le Groenland en est la pièce maîtresse.

L'Arctique, un espace de projection de puissance militaire

La Stratégie Arctique de la Russie : puissance et présence

La Russie a fait de l'Arctique un pilier central de sa stratégie militaire et géopolitique. Depuis les années 2000, Moscou a entrepris une remilitarisation spectaculaire de la région, restaurant 14 bases aériennes soviétiques et en construisant 6 nouvelles, dont la base du « Trèfle Arctique », située à seulement 600 km du pôle Nord. Cette installation, conçue pour opérer dans des conditions extrêmes, symbolise l'ambition russe de dominer l'Arctique.

La Russie a également déployé des systèmes de défense avancés, comme les missiles S-400, sur l'archipel de Nouvelle-Zemble, et renforcé sa surveillance grâce à des drones et des satellites. La Flotte du Nord, basée dans la presqu'île de Kola, constitue le cœur de sa puissance navale, avec deux tiers des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) russes stationnés à Mourmansk et Severomorsk.

Cette militarisation répond à une logique claire : protéger les immenses ressources de l'Arctique, contrôler les routes maritimes émergentes ouvertes par la fonte des glaces, et affirmer une position de force face aux puissances occidentales. Pour Moscou, l'Arctique n'est plus une simple zone périphérique, mais un levier d'influence et un champ de confrontation potentiel, redéfinissant les équilibres stratégiques mondiaux. Les États-Unis : de l'indifférence à l'engagement stratégique

Longtemps en retrait, les États-Unis ont opéré un revirement stratégique face à la montée en puissance de la Russie et à l'ouverture de nouvelles routes maritimes dans l'Arctique. Washington renforce ses alliances avec le Canada et le Danemark pour créer un front arctique occidental, combinant surveillance aérienne, présence navale et coopération militaire. Conscients de leur retard technologique dans les conditions polaires, les États-Unis modernisent leurs équipements, notamment des brise-glaces et des systèmes de défense adaptés au climat extrême.

Les États-Unis intensifient leurs exercices militaires, affirmant leur détermination à protéger leurs intérêts et à freiner toute avancée hostile. L'enjeu est de taille : contenir la Russie, assurer la liberté de navigation et sécuriser l'accès aux ressources. Pourtant, maintenir une présence militaire dans cet environnement extrême reste un défi. Pour Washington, l'Arctique n'est pas une simple zone périphérique, mais une frontière stratégique où se dessine l'équilibre mondial de demain.

Le Canada, le Danemark et la Norvège: entre souveraineté et coopération dans l'Arctique

Dans la rivalité grandissante entre la Russie et les États-Unis, le Canada, le Danemark et la Norvège occupent une position clé pour préserver l'équilibre régional.

• **Canada** : fort de sa vaste façade arctique, le Canada affirme sa souveraineté par une stratégie alliant modernisation militaire, diplomatie et coopération avec les populations autochtones. Ottawa renforce sa garde-côte et multiplie les patrouilles conjointes avec les États-Unis et ses alliés nordiques.

• **Danemark** : grâce au Groenland, riche en ressources, le Danemark joue un rôle clé dans la gouvernance arctique. Tout en renforçant sa présence militaire, Copenhague mise sur la diplomatie, notamment au sein du Conseil de l'Arctique, et privilégie le dialogue pour régler ses différends territoriaux, notamment avec le Canada.

• **Norvège** : voisine directe de la Russie, la Norvège modernise ses forces armées avec des systèmes de surveillance avancés et des équipements adaptés aux conditions extrêmes. Elle consolide sa présence dans l'archipel du Svalbard et intensifie sa coopération avec les pays nordiques pour contenir l'influence russe.

Ces trois pays, bien que moins puissants militairement que la Russie ou les États-Unis, misent sur des alliances stratégiques, une présence continue et une diplomatie active pour protéger leurs intérêts et maintenir l'équilibre régional. Leur rôle est crucial dans un Arctique de plus en plus convoité et militarisé.

Enjeux économiques et contrôle des ressources arctiques

Loin d'être une étendue glacée et isolée, l'Arctique est devenu un espace clé des rivalités économiques et stratégiques. Avec la fonte des glaces, ses vastes réserves d'hydrocarbures, de minerais stratégiques et de terres rares attisent les convoitises. Dans le même temps, l'émergence de nouvelles routes maritimes redéfinit les échanges commerciaux, accentuant la compétition entre puissances régionales et acteurs mondiaux.

D'après l'United States Geological Survey (USGS), l'Arctique renfermerait 13% du pétrole mondial encore inexploité et 30 % des réserves de gaz naturel non découvertes. Cette

richesse énergétique attise les convoitises, notamment de la Russie, en première ligne dans cette course aux hydrocarbures. Avec des projets comme Yamal LNG, Moscou déploie des infrastructures de pointe pour extraire ces ressources dans des conditions extrêmes. De leur côté, le Canada et la Norvège avancent avec prudence, intensifiant leurs explorations tout en cherchant un équilibre entre développement économique et préservation de l'écosystème arctique, particulièrement vulnérable aux activités industrielles et au réchauffement climatique.

Mais l'Arctique ne se limite pas à ses réserves d'hydrocarbures. Son sous-sol regorge de minerais stratégiques : fer, cuivre, nickel et surtout terres rares, essentielles aux technologies de pointe et à la transition énergétique. Au Nunavut, au Canada, le gisement de Mary River recèle à lui seul 365 millions de tonnes de fer, de quoi approvisionner l'Europe pendant vingt ans.

Pour les puissances occidentales, ces ressources ne sont pas qu'un atout économique : elles offrent une alternative face à leur dépendance croissante à la Chine, qui domine le marché des terres rares.

L'essor des routes maritimes arctiques rebat également les cartes du commerce mondial. La Route Maritime du Nord, longeant les côtes russes, réduit jusqu'à 40 % le temps de transit entre l'Asie et l'Europe par rapport au canal de Suez.

Moscou, consciente de cet atout stratégique, a investi massivement dans ses infrastructures portuaires, notamment à Sabetta, tout en renforçant son contrôle sur la région. Elle s'appuie sur une flotte de brise-glaces nucléaires, des bases militaires modernisées et une réglementation stricte, exigeant son

autorisation pour toute navigation commerciale dans ses eaux arctiques.

Face à l'influence grandissante de Moscou, les États-Unis et leurs alliés revendiquent la liberté de navigation, craignant une domination russe sur cette voie stratégique. Cette rivalité s'inscrit dans un contexte plus large de militarisation, de tensions territoriales et de lutte pour les ressources, faisant de l'Arctique un nouvel enjeu central de la compétition géopolitique.

Dans ce climat de tensions croissantes, le Conseil de l'Arctique s'efforce de maintenir un équilibre entre développement économique, préservation de l'environnement et coopération internationale. Cependant, face aux intérêts divergents des grandes puissances, son rôle s'affaiblit, laissant l'avenir de la région plus incertain que jamais. Routes maritimes arctiques : l'enjeu géostratégique du siècle ?

La fonte des glaces redessine la cartographie des échanges mondiaux, ouvrant des corridors maritimes stratégiques. La Route maritime du nord (RMD), longeant les côtes russes, et le Passage du nord-ouest, traversant l'archipel canadien, promettent de raccourcir considérablement les trajets entre l'Europe et l'Asie. Mais ces itinéraires restent périlleux : seuls des navires renforcés et escortés par des brise-glaces peuvent affronter les conditions extrêmes de l'Arctique. Moscou, forte de son littoral arctique, impose son contrôle sur la Route maritime du nord en multipliant les investissements stratégiques, à l'image du port de Sabetta, clé du projet Yamal LNG. Pendant ce temps, les grandes compagnies maritimes, comme Maersk, testent ces passages pour évaluer leur viabilité commerciale. Mais au-delà du transport, l'enjeu est avant tout géopolitique.

Tandis que la Russie verrouille son autorité sur cette route vitale, les puissances occidentales et la Chine, qui perçoit l'Arctique comme un prolongement de ses Nouvelles routes de la soie, cherchent à s'y frayer un chemin, attisant une rivalité aux répercussions globales.

L'Arctique est désormais un champ de tensions où s'affrontent intérêts économiques et stratégies de puissance. Entre exploitation et régulation, rivalité et coopération, son avenir repose sur un équilibre précaire, dont l'issue façonnera la stabilité mondiale.

L'offensive arctique de Pékin : une stratégie silencieuse mais ambitieuse

Bien qu'elle ne borde pas l'Arctique, la Chine s'y impose avec une stratégie mêlant investissements économiques, recherche scientifique et diplomatie. À travers la « Route polaire de la soie », intégrée à ses Nouvelles routes de la soie, Pékin cherche à tirer parti des nouvelles voies maritimes et des ressources régionales, tout en consolidant son influence géopolitique.

Une quête de ressources et d'influence

L'Arctique constitue pour la Chine une réserve stratégique d'hydrocarbures et de terres rares, indispensables à son industrie et à sa transition énergétique. Ses investissements, notamment dans le projet Yamal LNG en Russie et l'exploitation minière au Groenland, inquiètent les États riverains, qui redoutent une influence économique grandissante de Pékin dans la région.

Science et diplomatie au service de l'expansion

Pékin renforce également sa présence par la recherche scientifique, avec

des stations comme Huanghe au Svalbard (archipel situé dans l'océan Arctique, à mi-chemin entre la Norvège continentale et le pôle Nord) et des expéditions polaires axées sur le changement climatique. Son Livre blanc de 2018 l'a consacré « État proche de l'Arctique », légitimant ainsi ses ambitions dans la gouvernance régionale.

En multipliant les partenariats, notamment avec l'Islande et la Norvège, la Chine contourne habilement l'absence de façade maritime arctique pour asseoir son influence.

Un acteur contesté mais incontournable

L'ascension de la Chine en Arctique inquiète Washington et ses alliés, qui perçoivent ses investissements comme une menace pour la souveraineté des États riverains. Malgré un discours officiel prônant une exploitation « pacifique », les intentions de Pékin restent source de méfiance.

Désormais acteur incontournable de la région, la Chine devra naviguer entre rivalités croissantes et attentes internationales, prouvant que son engagement dépasse la seule ambition stratégique pour s'inscrire dans une véritable dynamique de coopération.

Qui fixe les règles du jeu dans l'Arctique ?

Autrefois symbole de coopération, l'Arctique est désormais le théâtre de rivalités croissantes. La gouvernance régionale, jadis stable, vacille sous l'effet des tensions géopolitiques, particulièrement après l'exclusion de la Russie du Conseil de l'Arctique à la suite de l'invasion de l'Ukraine. Conçu sur le principe du consensus, ce forum peine aujourd'hui à contenir des ambitions divergentes qui

redéfinissent l'équilibre des forces. Dans ce contexte changeant, de nouveaux acteurs s'imposent. Discrète mais méthodique, la Chine étend son influence par des investissements stratégiques et une intégration progressive aux initiatives multilatérales. L'Union européenne, de son côté, mise sur son expertise en gouvernance climatique pour promouvoir une exploitation des ressources plus encadrée.

Cependant, faute de règles contraignantes, l'Arctique repose sur un enchevêtrement d'accords internationaux et bilatéraux dont l'efficacité reste incertaine. Si la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (Unclos) offre un cadre juridique, les revendications territoriales continuent d'alimenter les tensions.

Le moratoire de 2018 sur la pêche en haute mer arctique témoigne d'une volonté de préservation, mais peine à limiter la course aux ressources et l'ouverture de nouvelles routes commerciales.

La Russie, voyant l'Arctique comme un levier stratégique, accélère ses investissements dans le passage du Nord-Est et renforce sa présence militaire. En réponse, les États-Unis et leurs alliés intensifient leurs efforts pour contrer cette montée en puissance, renforçant leur présence et leur surveillance. Loin de toute dynamique apaisée, la région se militarise, ravivant les tensions d'une nouvelle guerre froide. L'avenir de l'Arctique dépend de deux scénarios: soit un élan multilatéral en faveur d'une coopération durable, soit une escalade des tensions conduisant à un face-à-face stratégique aux conséquences incertaines. Dans cet équilibre fragile, les peuples autochtones et les organisations

environnementales cherchent à orienter les décisions vers une gouvernance plus responsable.

Loin d'être une terre isolée, l'Arctique s'affirme comme un laboratoire où se dessine l'avenir des rapports de force du XXI^e siècle. Reste à savoir si les acteurs en présence sauront privilégier le dialogue plutôt que la confrontation — ou si cette région, autrefois symbole de paix, deviendra le théâtre de nouvelles fractures stratégiques.

Glaces fondantes, tensions montantes

Longtemps perçu comme un territoire isolé et glacé, l'Arctique est aujourd'hui devenu un carrefour stratégique où se croisent ambitions économiques, rivalités de puissance et enjeux environnementaux. La fonte des glaces a transformé la région en un terrain de compétition : la Russie y renforce son contrôle, la Chine investit, et les États-Unis cherchent à accroître leur influence. L'offre de Donald Trump d'acheter le Groenland incarne l'intérêt croissant pour cette zone, désormais au centre des stratégies mondiales. Au-delà de cette lutte pour le contrôle, l'Arctique soulève une question cruciale : comment exploiter ses ressources tout en préservant son écosystème fragile ? Comment gérer les tensions entre grandes puissances sans compromettre la stabilité régionale ?

L'avenir de l'Arctique dépendra de la capacité des nations à allier concurrence et coopération, dans un monde où aucun pays ne peut agir seul. Le choix entre confrontation et gouvernance partagée façonnera non seulement l'avenir de cette région, mais aussi l'équilibre mondial de demain. ■

E.G.

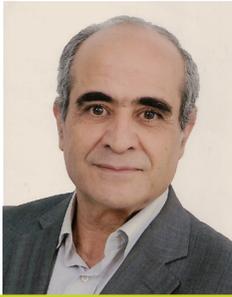
Ancien Ambassadeur



Les champignons

Comestibles

Un excellent aliment qui a tout pour plaire



• Par Ridha Bergaoui

En Tunisie, les champignons ne sont pas très connus et ne font pas partie de nos habitudes alimentaires. Sous d'autres cieux, ils sont très recherchés et très appréciés non seulement pour leur texture et leur goût très particuliers mais également pour leurs apports nutritionnels et leurs bienfaits santé.

Au départ, les champignons étaient considérés comme un mets délicat et réservés aux riches. Il est devenu par la suite un produit festif dont la consommation est courante surtout durant les fêtes de fin d'année. Cultivés et disponibles toute l'année, les champignons sont devenus très populaires non seulement dans le secteur de la restauration (touristique et collective) mais également chez les

ménages. La consommation mondiale ne cesse d'augmenter.

Ce qu'on appelle communément champignon est en réalité la partie visible, représentant la fructification d'un organisme dont la plus grande partie du cycle se passe sous forme de filaments, appelés mycélium. Il se présente généralement sous la forme d'un pied surmonté d'un

chapeau de forme et taille différentes selon l'espèce de champignon.

Un aliment polyvalent en cuisine

Très faciles à préparer et à cuisiner, riches en nutriments, les champignons sont un régal pour la bouche. Ils donnent aux plats un petit plus, une touche d'originalité et de noblesse. Les champignons



sont polyvalents et peuvent être utilisés dans de nombreuses recettes pour leurs textures et saveurs subtiles.

On peut les hacher et en faire, avec de la viande et d'autres ingrédients, une belle farce pour de nombreuses recettes comme les crêpes et feuilletés, tartes salées, lasagnes... Relativement riches en protéines, ils représentent un substitut

intéressant à la viande sans calories ni graisses, ni cholestérol.

On peut les consommer crus, coupés en tranches et ajoutés aux salades ou garnitures de sandwichs. Marinés dans une vinaigrette, sautés avec un peu d'huile, ou du beurre, avec de l'ail et du persil, grillés au four ou au feu, cuits au four... ils sont un véritable délice. Ils sont éga-

lement utilisés pour garnir omelettes, pizzas, tartes... On les prépare également dans des sauces pour accompagner pâtes, riz, viandes et volaille. On en fait aussi des soupes.

Les champignons sont fragiles, les conserver à basse température, dans un emballage de préférence en papier afin de préserver leur fraîcheur et qualité.

Bienfaits santé des champignons

Les champignons sont riches en eau, en minéraux (particulièrement sélénium, cuivre, potassium, fer et phosphore) et des vitamines (B et surtout D). Ils contiennent des fibres, des glucides et des protéines mais dépourvus de lipides. Ils sont pauvres en calories. Ils renferment également des anti-oxydants qui protègent l'organisme du stress et du vieillissement et peuvent aider à préserver notre santé cardiaque. Les champignons comestibles ont un intérêt médical prouvé depuis très longtemps. Ils sont massivement utilisés en médecine traditionnelle en Chine comme au Japon et en Russie. Ils sont souvent utilisés en phytothérapie. Ils contiennent des micronutriments, des substances bioactives qui présentent des avantages pour la santé. Les champignons favorisent le développement des globules rouges, élément essentiel du transport de l'oxygène dans le corps, et renforcent notre santé osseuse. Ils peuvent améliorer notre humeur et stimuler notre mémoire. Ils permettent de renforcer le système immunitaire, améliorer les niveaux d'énergie et les performances physiques, soutenir les fonctions cognitives. Ils réduisent les effets du stress, améliorent le sommeil. Ils possèdent également des propriétés anti-inflammatoires, combattent les problèmes digestifs et favorisent le bien-être général.

On peut les consommer cuisinés dans différents plats succulents. On peut également les consommer comme additifs alimentaires et en faire des cures. On



peut les trouver sous différentes formes : séchés, en poudre... Dans de nombreux pays, ils peuvent également être disponibles dans les boutiques spécialisées, conditionnés en capsules, poudres et extraits.

Les champignons sauvages, le ramassage De nombreux champignons poussent partout, spontanément dans la nature. Certains sont toxiques, d'autres peuvent être consommés sans aucun risque. En Tunisie, on trouve de nombreux champignons comestibles, surtout dans les régions forestières du Nord (Béja, Jendouba et Bizerte). Les espèces les plus connues, qui présentent un intérêt commercial sont : la Girolle زكرة الحي Cantharellus cibarius, la trompette زكرة المييت Craterellus cornucopioides, la chanterelle الرشته Cantharellus lutescens et l'oronge العظمة Amanita coesarea. Ces champignons remontent à la surface du sol après les pluies d'automne. La saison de ramassage s'étale du mois d'octobre au mois de mars.

C'est la Direction générale des forêts (DGF) qui gère le ramassage des champignons qui concerne environ 175 000 ha. Par voie d'adjudications publiques, la DGF confie à des privés l'exploitation de la production de champignons. Ceux-ci font appel à des ramasseurs de la région pour les collecter. Les prix payés varient selon l'espèce de champignon ramassée. La récolte est surtout effectuée entre novembre et janvier. Le produit de la récolte est envoyé à des centres de conditionnement qui traitent les champignons et les emballent pour les exporter sans attendre aux pays du Golfe, en France ou en Espagne. Les champignons sont des produits très délicats qui se déprécient très rapidement. Leur cueillette est d'un grand intérêt pour la population des régions forestières pour améliorer leur situation économique.

Dans le Sud tunisien (Tataouine, Gafsa, Kasserine, Sidi Bouzid), on rencontre la

truffe du désert ou truffe des sables ou terfès, terfez ou terfess. Ces champignons, connus depuis une très longue date, sont de la famille des Terfeziacées et poussent dans les zones désertiques, près des racines de certains arbres spécifiques. Le fruit est lisse et charnu. Sa couleur varie du blanc, crème, rose ou rouge et son poids est en moyenne de 200 à 250 g. Ces terfess se forment tout près des racines et remontent à la surface dès qu'ils atteignent la taille d'une balle de golf. Ils sont généralement récoltés de février à avril. Bien qu'ils soient très délicieux et précieux, ces terfess ne sont pas reconnues en Europe comme des truffes du fait que cette appellation est réservée uniquement à des espèces du genre Tuber. Ces terfez très savoureux sont consommés par les populations locales en tajine, bouillis ou rôtis ou pour agrémenter certains plats. Ils sont bien appréciés à l'export et vendus à des prix assez élevés (entre 30 et 300 dollars/kg). Le terfess, comme la truffe européenne, est une précieuse gourmandise parfumée et recherchée par les grands chefs cuisiniers pour l'incorporer ou décorer des plats raffinés, de luxe.

Les champignons de culture

La culture des champignons remonte à très loin. Elle a été toujours pratiquée, surtout en Asie, aussi bien pour des finalités médicinales que gastronomiques. De nombreuses espèces de champignons peuvent être facilement cultivées. La culture du champignon de couche ou champignon de Paris remonte aux années 1600. Il est produit de nos jours dans de nombreux pays à très grande échelle. Plusieurs variétés de pleurotes sont également faciles à cultiver et se développent sur différents substrats (paille, sciure de bois...).

Tous les champignons ont un intérêt pour l'humidité et la décomposition. Moyennant le respect de quelques règles très

simples et avec peu de moyens, il est possible de cultiver facilement les champignons comestibles, c'est la myciculture ou fungi culture. Il suffit de bien maîtriser les conditions d'ambiance dans le local de production (lumière, température, humidité, gaz carbonique). L'élevage se fait sur un substrat constitué généralement de sous-produits agricoles (paille, grignon d'olive...) ou du fumier. Il doit être pasteurisé (avec de l'eau de chaux, eau chaude ou à la vapeur). Onensemence le substrat avec le blanc ou mycélium. Celui-ci va se développer dès que les conditions lui sont favorables. Substrat et conditions d'ambiance nécessaires pour la culture dépendent de chaque type de champignon. La culture se fait sur des étagères pour gagner de l'espace, dans des sacs de culture en plastique ou d'autres récipients adaptés. Il faut veiller à ne pas contaminer la culture avec des bactéries ou des moisissures indésirables. Le mycélium va coloniser le support et produire plus tard les champignons qu'on peut récolter facilement. Il est possible de faire plusieurs récoltes/an. Le substrat usagé peut être utilisé comme amendement des sols.

La production européenne de champignons de culture avoisine 1 million de tonnes. La Pologne et les Pays-Bas en produisent environ 70%. Le champignon de Paris (*Agaricus bisporus*) est l'espèce la plus cultivée et la plus consommée. Elle représente environ 50% de la quantité de champignon de culture. Il est suivi par les pleurotes (*Pleurotus*), appelés également « champignon-huître » du fait de son chapeau en forme d'huître. Perspectives

Les champignons ont une texture agréable et sont à la fois savoureux, nutritifs et très bénéfiques pour la santé. Ils sont un aliment polyvalent et conviennent pour un régime alimentaire nutritif et sain. Riche en éléments nutritifs, ils représentent une source alternative de protéines de bonne qualité.



Les champignons gardent chez le consommateur l'image d'un produit naturel, frais et sain. Toutefois, la consommation locale est encore timide. Il y a lieu de faire connaître les avantages des champignons pour le consommateur tunisien et encourager leur consommation.

Les champignons sauvages de ramassage (des régions forestières et désertiques) ont un intérêt socioéconomique certain, surtout qu'ils inté-

ressent des populations défavorisées. Un effort est souhaitable pour mieux organiser et structurer cette activité en faisant participer les populations concernées. La création d'usines de transformation et de conservation, surtout des champignons de tri et déclassés, est recommandée pour mieux valoriser cette activité qui présente un potentiel important. Le marché d'exportation est de plus en plus demandeur, notamment en

périodes de fêtes. La proximité de la Tunisie par rapport à ces marchés est un atout important.

La culture des champignons présente de nombreux avantages aussi bien sur le plan économique qu'environnemental. Facile à pratiquer, elle peut générer des emplois et des revenus importants. C'est une pratique non polluante et durable. Dans le monde, la culture des champignons connaît de grands progrès et de nombreuses innovations. Des technologies de pointe, comme la robotique et l'intelligence artificielle, sont de plus en plus fréquentes et permettent de réduire les coûts, de remédier au manque de personnel spécialisé, de bonnes conditions de travail et une productivité élevée des champignonnières. La myciculture présente un grand potentiel et est promue à un bel avenir.

Les champignons ont une saveur délicieuse et sont des aliments nutritifs et sains. S'assurer toutefois que ces champignons sont comestibles et ne présentent aucun risque sanitaire. Mal conservés, les champignons peuvent se détériorer rapidement et facilement. Les acheter d'un magasin qualifié et agréé. Goûtez-en et profitez de tous leurs bienfaits, vous ne serez jamais déçus. ■

R.B.





يفرّج قلبك كل يوم
أكثر من 140

الفرشك

كل يوم فـ **MG** بأحسن لسوم
و فـ كامل تراب الجمهورية



Un défilé merveilleux de Fatma Redissi Ben Abdallah **Bal des déesses au Bardo**



De l'inédit, doublé de merveilleux ! Un défilé de mode au musée du Bardo? Cela ne s'était jamais passé auparavant. Mais, il y a plus : habiller les déesses sculptées et les sortir de leur marbre pour les faire parader majestueusement, suscitant l'admiration et la fascination. La collection de haute couture présentée sera ainsi un très bel hommage à la femme et à la fois un clin d'œil à notre patrimoine et une projection dans notre capacité d'innovation. Ce pari multiple a été tenu par deux femmes : Amina Srarfi, ministre des Affaires culturelles, et Fatma Ben Abdallah, créatrice de mode de longue tradition et grand talent, liées toutes deux par une longue amitié. Résultat : une soirée mémorable où la femme a été célébrée dans tout son charme et toute sa beauté. En deux mois, il fallait tout monter, tout réussir : une exposition et un défilé.





Des déesses légendaires, Isis, déesse de la fertilité, Aphrodite, déesse de la fécondité et de l'amour, Cybèle, déesse-mère des dieux, et d'autres voient leurs représentations sculptées trônant au musée du Bardo. «*Finement drapées de voiles et ornées de bijoux*», comme l'explique Hager Krimi, historienne et commissaire de l'exposition. Cela suffit pour inspirer Fatma Redissi Ben Abdallah. «*Du voile et des drapés qui passent de la pureté du blanc aux couleurs chatoyantes, avec des coiffures bien inspirées.*» S'agissant de la célébration de la femme, elle laisse libre cours à son imagination



créative pour concevoir de somptueuses toilettes.

Les déesses de marbre reprennent vie

Avec sa fille et disciple Nour Ben Abdallah Cherif, diplômée de grandes écoles en France et au





Canada, et toute ses équipes, elles s'échinent à créer, dessiner, concevoir, choisir de beaux tissus, proposer des broderies raffinées, penser à des coiffes bien adaptées, chercher des accessoires et bijoux harmonieux et penser jusqu'aux



sandales lacées. Choix réussi des mannequins, coiffure, maquillage et coiffe y ajouteront une sublime note de beauté. Les déesses de marbre reprennent vie. Fidèle à ses partenaires, Fatma Redissi Ben Abdallah a fait appel à son amie de longue date Dalila Mathari pour la coiffure, alors que Fakher Beauty se chargera de la coiffure et du maquillage. La toute pétillante et imaginative Aïcha Redissi concevra et réalisera les coiffes.





Dans la grande salle «Sousse», au premier étage du musée du Bardo, chacun retenait son souffle. Tout est imposant : aux murs, des mosaïques de valeur, et le haut plafond richement décoré. L'expérience n'avait jamais été tentée auparavant et on craignait que les lieux ne se prêtassent pas à une production artistique de grande qualité. La surprise sera totale. De part et d'autre du long podium, les invités étaient installés en trois rangées, alors que de deux portes du fond de la salle devaient apparaître les mannequins.

Pour s'imprégner du concept et admirer les sculptures, les invités avaient été conviés dès leur arrivée à accompagner la ministre dans



une déambulation dans l'exposition soigneusement conçue par Hager Krimi et mise en scénographie par Leila Daami. Une jeune musicienne jouait de la harpe. Yosr Hazgui, qui suivait depuis deux mois la concrétisation du double projet lancé par sa ministre, veillait au grain, retenant son souffle.

Tout est épuré, raffiné

Le défilé devait commencer. C'est la violoniste Yasmine Azaïez qui en donnera le ton par des ballades traversant les siècles. Juste le temps d'une courte pause silencieuse, s'élanche la musique devant accompagner le défilé et tout devient magique.

«Sur le podium, 22 modèles ont défilé, explique à Leaders Nour Ben Abdallah Cherif. Les 10 premiers, inspirés des déesses gréco-romaines et carthagoises, arboreraient des teintes blanches, avec trois silhouettes en bleu symbolisant la mer et le divin.» L'émerveillement est total : finesse, élégance, simplicité et talent. Voile et drapés mettent en valeur, avec une broderie soignée, la beauté du corps et tout son charme.





Le simple se fait merveilleux. Le savoir-faire bien inspiré se retrouve dans le moindre détail. Pas besoin de faire compliqué quand on maîtrise son talent. Depuis près de 45 ans, Fatma Redissi Ben Abdallah n'a cessé de faire revivre la tradition de l'habit tunisien féminin, de lui tracer de nouvelles lignes et lui donner de nouvelles expressions. Chez elle, tout est épuré, raffiné.

«La deuxième partie du défilé, poursuit Nour Ben Abdallah Cherif, composée de 12 modèles, a révélé une explosion de couleurs et des pièces plus extravagantes, incarnant une vision contemporaine et audacieuse des déesses d'aujourd'hui.»

Là, les déesses du Bardo se réveillent, fracassent doucement leurs sculptures, se libèrent du blanc du marbre et s'élancent allègrement sur le podium dans un foisonnement de couleurs et la liberté des formes et des volumes. Encore plus séduisantes, encore plus captivantes, entrées dans leur nouveau temps, projetées dans la modernité.

Plus qu'un défilé, un bal magique

Amina Srarfi et Fatma Redissi Ben Abdallah ont tenu leur pari. Réveiller les déesses, pour la ministre, les habiller au goût des temps modernes en redoublant leur charme, pour la grande





créatrice de mode. Chaque femme qui portera désormais l'une des créations de cette collection se sentira ainsi déesse à sa manière. Les sculpteurs avaient inscrit dans le marbre figé la beauté de la femme. Fatma Redissi Ben Abdallah a libéré les déesses de leur carcan pour les faire danser joyeusement et en toute fierté dans leurs beaux apparats. Plus qu'un défilé, un bal magique, dans un endroit exceptionnel, un véritable régal de finesse et d'esthétisme. [L](#)



 **SSANGYONG | KGM**

آفاريات مضتلك

JUSQU'AU 14 AVRIL 2025

Offrez la qualité à vos trajets à
0% autofinancement

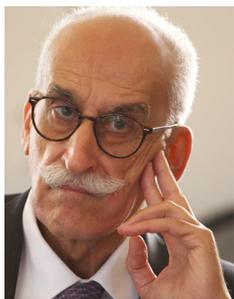


مصرف الزيتونة
BANQUE ZITOUNA



* Sous réserve d'acceptation du dossier par Banque Zitouna

AUTOMOBILES ZOUARI
CONCESSIONNAIRE / SAV VÉHICULES DE TOURISME



• Par Mohamed-El Aziz Ben Achour

Lorsque l'on se promène dans la médina, on ne manque pas de se rendre compte, malgré le caractère serré du tissu urbain et la masse apparemment uniforme des habitations citadines, que se dressent en divers endroits de l'antique cité, des demeures protégées par de hautes façades généralement agrémentées de portes d'entrée majestueuses. Si l'habitation citadine des catégories marchandes et des familles de magistrats cache son élégance et la richesse de l'architecture et du décor derrière ses murs, celle des hauts dignitaires politiques se signale en revanche par l'importance du bâti et, davantage encore, par le réseau immobilier qui, à partir de la demeure principale, rayonne sur l'ensemble du quartier. De sorte que tout se passe comme si la puissance politique et le prestige social du maître marquaient de leur empreinte l'espace urbain.

Dar Djellouli Habitat urbain et pouvoir social



■ Dar Djellouli sur la rue du Riche

Le caractère lié au pouvoir d'influence du propriétaire n'était pas synonyme de stabilité car la disgrâce qui, fréquemment, guettait l'aristocratie politique se traduisait à la chute du maître des lieux - ou à sa mort - soit par un morcellement du patrimoine, soit par un changement de propriétaire. De ce point de vue, le palais qui nous intéresse ici – Dar Djellouli – constitue une très intéressante exception. En effet, depuis son acquisition en 1796, cette demeure seigneuriale est encore aujourd'hui entre les mains de la même famille, longtemps puissante dans le pays par le nombre de ses membres devenus caïds, gouverneurs et ministres.

Voyons cela de plus près. Dar Djellouli est située dans une zone résidentielle de la médina jadis appréciée des hauts dignitaires en raison de sa proximité de la citadelle de la Kasbah. Proche des souks et de la Grande mosquée Zitouna, cette partie de la médina était également prisée par les familles de marchands, de magistrats et d'enseignants. Il n'est donc pas surprenant qu'au cœur de ce quartier, un dignitaire mamelouk et gendre de Hussein I Bey (1705- 1740), Rajab Khaznadar, fit édifier au XVIIIe siècle sa demeure. Homme de piété et de sagesse, il constitua, en 1780, son bien en fondation habous au bénéfice de La Mecque et de Médine, des muezzins et des lecteurs du Coran, ainsi qu'au profit des professeurs de la Zitouna. Conformément à l'usage, il réserva la jouissance du habous à lui-même durant sa vie, à sa femme la princesse Fatma puis à sa fille Hafsiya issue d'un autre lit, et enfin à la descendance de cette dernière. Dar Rajab Khaznadar est donc hors commerce lorsqu'en 1794, un puissant personnage du haut makhzen beylical, Mahmoud bin Baccar b. Ali Al Jallûli al Sfâqsi (Djellouli selon l'orthographe adoptée, en français par ses descendants), caïd de Sousse et de Sfax, armateur corsaire,

■ Passage voûté (sâbât) supportant les hauts murs de la demeure. A droite un des makhzens de la propriété.

■ **Habib Djellouli (1878-1957) magistrat, caïd et ministre de la Plume (bach-kateb) et ministre de la justice**

propriétaire terrien, conseiller et ami de Hammouda Pacha Bey (1782- 1814) et de son ministre Youssouf Saheb Ettâbaa, de plus en plus souvent retenu par ses affaires et ses responsabilités dans la capitale, envisage d'en faire sa résidence tunisoise. Le bien étant habous donc incessible, son acquisition ne peut se faire que par une procédure juridique dite de mou'awadha, soumise à l'autorisation du cadî. La valeur des biens proposés en échange, fixée par le juge à 22.500 piastres ou 5.000 mahboub-s (sequins-or) ayant été acquittée par Mahmoud, il put entrer en possession de la demeure sise aujourd'hui au numéro 6 de la rue du Riche. L'acte notarié d'acquisition nous donne la description suivante du bien : « La totalité de la drîba dont la porte est orientée au nord et composée d'une dâr à quatre portiques (brâtil-s) [du patio] et quatre galeries (darbûz-s), comprenant des pièces au

rez-de-chaussée et à l'étage ; une maison attenante dite dwirya à étage, destinée aux travaux du ménage et au logement des domestiques, un étage à entrée indépendante ainsi qu'un belvédère (manzah) et un kchouk (pièce d'agrément construite en avant-corps sur les terrasses). Enfin, le palais disposait de quatre remises (makhzen-s).

Il est intéressant de noter que Dar Djellouli est définie avant tout comme une drîba. Ce vestibule, élément en quelque sorte classique de l'architecture traditionnelle, prend ici valeur de signe distinctif classant d'emblée la demeure. Il y avait donc des maisons à drîba et d'autres sans drîba. Pour les notaires qui rédigent l'acte de la mou'awadha, la drîba n'est pas considérée comme une simple composante architecturale mais comme le pivot autour duquel s'ordonnent les différentes parties de l'habitation. Ici,

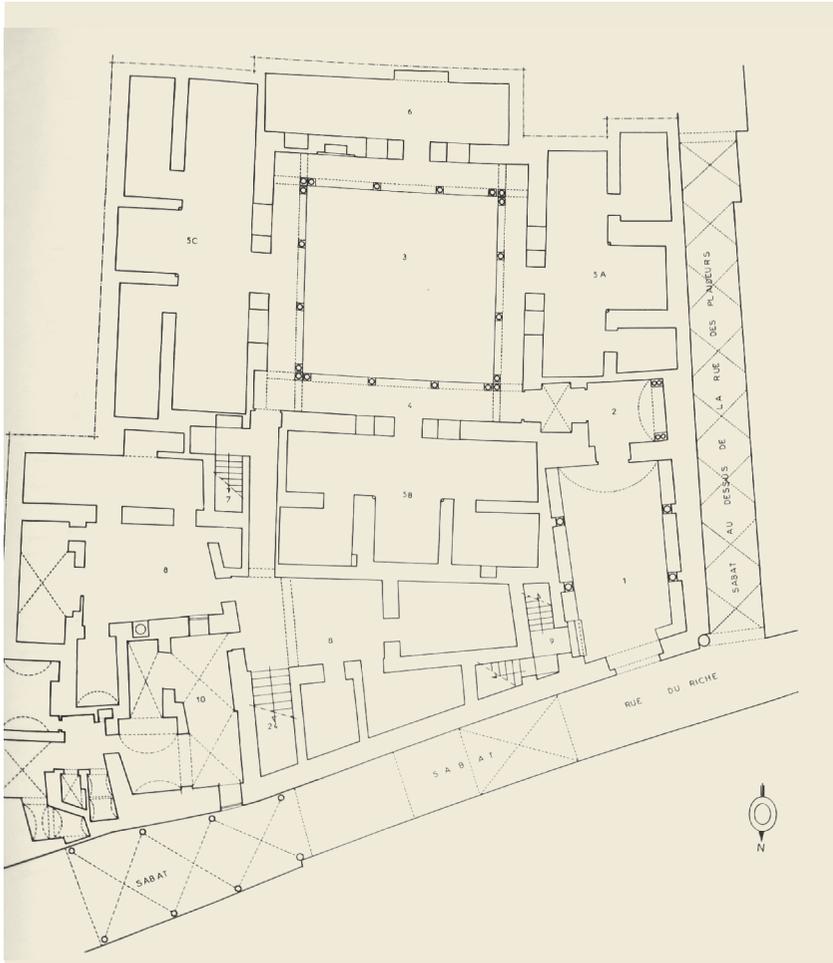


■ Plan de situation

■ Mhammed Djellouli (1834 -1908) : ministre bâch-kateb puis premier ministre



■ La driba, au fond, la porte de la sqifa donnant accès à la dar el-kebira



comme dans toutes les maisons de la médina, la communication entre ce vestibule et le logement proprement dit s'effectue par le moyen de deux entrées coudées (sqïfas) fermées du côté de la driba par une porte cloutée à deux battants. Un étage indépendant est accessible par un escalier débouchant à proximité de l'entrée principale de la demeure. Signe d'espace et de richesse, puisqu'il suppose un approvisionnement et un personnel, Dar Djellouli disposait d'un hammam. Par contre, elle n'avait pas de jardin. Cela était compensé par

1. Driba et entrée par la rue du Riche.
2. Sqïfa.
3. Patio (wist al-dâr).
4. Burtal.
5. A, B, C: bayt bi al-qbu wa al-mqâsir.
6. Bayt.
- 7 - Escalier conduisant au darbüz.
8. Dwiriya.
9. Escalier conduisant au 'uluw à l'entrée indépendante de la driba.
10. Hammâm.
24. Escalier conduisant aux étages dépendant de la dwiriya.

■ Plan général de la demeure principale

■ Panneau de céramique typique du travail des potiers Qallaline de Tunis (XVIII^e siècle)



■ Escalier menant à l'étage



■ Taïeb Djellouli (1857-1944), ministre-bach-kateb puis premier ministre



l'existence de résidences de villégiature de printemps et d'été. Mahmoud Djellouli possédait en effet deux palais, l'un à La Manouba et l'autre à Gammarth. Plus tard, ses descendants opteront pour Radès et Saint-Germain (Ezzahra aujourd'hui).



■ Patio de l'étage

En ce qui concerne le décor, la demeure, datant du XVIII^e siècle, c'est-à-dire avant la vogue des influences italiennes, a gardé de cette époque une élégance sobre qui puise son inspiration dans le vieux fonds hafside (XIII^e -XVI^e s) discrètement enrichi par des apports andalous et turcs. Cette habitation aristocratique est donc un pur produit du pays, de la ville et de ses arts et métiers ; on y trouve à profusion des matériaux locaux tels que le calcaire – kadhâh – et la terre cuite –fokhâr -, ainsi que des éléments du décor mural constitués de superbes panneaux de céramique réalisés par les potiers Qallaline de Tunis ; sans parler des motifs sculptés dans le plâtre (naqch-hadîda). De sorte que le palais est en symbiose non seulement avec son environnement urbain et architectural mais aussi avec l'organisation économique de la médina et de ses faubourgs. Ainsi en était-il de la plupart des demeures de la médina jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

■ Séjour (qbou) meublé et décoré selon le style traditionnel



■ Mohamed-El Aziz Djellouli (1896 - 1973), ministre d'Etat dans le ministère Ben Ammar chargé des négociations avec la France en vue de l'autonomie (1954-1955)



Il y a cependant quelque chose qui nous paraît distinguer Dar Djellouli : c'est le respect du bâti et du décor au moment de son acquisition par un homme riche et puissant tel que Mahmoud Djellouli. Appartenant à une famille de vieille culture citadine, il naquit dans l'élégante maison ancestrale de Sfax (aujourd'hui musée des arts et traditions). Familiarisé avec le décor sobre et de bon goût propre à l'art architectural tunisien d'alors, ayant pris possession de sa nouvelle demeure, il la restaure, il y rajoute une note personnelle mais sans rompre l'équilibre de son décor. Les portiques du patio de l'étage menacent de s'effondrer ? Il les fait refaire, et dans le matériau le plus recherché : le marbre d'Italie. La porte d'entrée est massive, sans fioriture mais solide ? Il la garde. Dans le patio principal, les colonnes et le pavement en calcaire sont en parfait état ? Il les conserve. Le nouveau maître des lieux ne cherche pas l'ostentation. Il n'a rien à prouver et l'élégante sobriété de sa demeure correspond à cette puissance sans extravagance qui lui était propre. On le constate aujourd'hui encore: de la maison restaurée par ses soins se dégage une pureté à peine troublée par quelques apports personnels de lui-même ou de ses fils.

Au Dar Djellouli, prédominent donc les

■ Vue sur le patio prise depuis un salon



■ Salon dit Bayt Dīwānī conçu et meublé à l'européenne



éléments traditionnels tant dans la drība et al dār qu'à l'étage ('uluw ou plus communément 'ilî)) indépendant. On trouve dans le kchouk un superbe plafond en bois sculpté à l'andalouse, des lambris de Qallaline et des pavements en céramique bicolore (en damier ou chevrons «jnâh khoutifa»). L'alternance du goût ancien et du goût européen s'exprime surtout dans ce même 'uluw. Notons que l'influence étrangère allait s'accroître après la mort de sidi Mahmoud survenue en 1839, essentiellement à l'occasion de quelque mariage ou autre grande cérémonie. Ici comme dans d'autres demeures, les apports européens concernaient davantage le mobilier que le décor architectural. Trois années (1810-



■ Autre vue du qbou

■ Ahmed Djellouli (1930-2011)



1812) passées à Malte et un séjour à Londres en qualité d'envoyé du pacha bey contribuèrent certainement à donner au maître le goût des meubles et des objets d'art à l'européenne (lits vénitiens ou génois à baldaquin dorés à l'or fin sur plâtre sculpté, glaces, consoles, secrétaires, canapés et fauteuils) sans rompre toutefois avec le mobilier traditionnel, notamment dans les espaces de séjour.

Sortons à présent de la maison elle-même et voyons comment le statut de la famille et de sa demeure se signalait dans le quartier et dans la ville. Le palais se distinguait d'assez loin par la hauteur exceptionnelle de ses murs. En outre, il délimitait non seulement deux rues (rue du

Riche et rue des Plaideurs) mais il les enjambait grâce à deux imposants passages voûtés (sâbât-s) qui supportaient la construction. Si l'on ajoute à cela que tous les accès appartenaient à l'illustre dignitaire, on réalise que les usagers de la voie « publique » passaient entre deux murs Djellouli, sous les appartements de la famille et sous le regard du personnel préposé à la garde de la demeure, à l'entretien des makhzen-s et autres locaux. Tout se passe comme si la demeure, loin de chercher à s'isoler de l'environnement urbain en se réfugiant au fond d'une impasse (comme c'était souvent le cas pour l'habitat « petit-bourgeois », dirions-nous) le dominait, au contraire. Elle incorpore bel et bien la rue à sa

mouvance et, en l'assujettissant, contribue à renforcer l'autorité de la famille dans le quartier. L'emprise qu'elle exerçait sur l'environnement urbain se manifestait sous la forme de nombreux logements, services et divers biens immobiliers. Citons les dépendances directes, notamment les indispensables makhzen-s, remises et magasins à provisions. La demeure en disposait de quatre ; ainsi que le rwâ (écurie et garage pour voitures hippomobiles). Mahmoud fit aussi l'acquisition de deux maisons dans le voisinage immédiat. Ces espaces étaient comme un prolongement de la grande demeure et servaient prioritairement à héberger les nombreux « atbâ' », c'est-à-dire toutes sortes d'employés du maître fixés à Tunis ou de passage venus lui rendre compte de leurs activités à Sfax, Sousse ou Monastir, dans les environs desquelles se trouvaient les vastes propriétés du caïd et de sa famille ; sans doute aussi quelque corsaire à son service. En amont de la rue du Riche, on trouve la tourba, dont Mahmoud fit sa dernière demeure et le tombeau familial, synonyme d'enracinement dans la cité.

Au-delà du quartier, la demeure constitua aussi la base d'un patrimoine immobilier étendu à la ville. C'est ainsi qu'entre 1796 et 1810 furent acquis, outre le palais et les biens mentionnés plus haut, une maison, un étage et un autre makhzen dans le quartier du Pacha à l'autre bout de la médina, un fondouk et sa remise, une maison à Bab Djedid, deux entrepôts au marché aux fruits et légumes (fondouk al ghalla, aujourd'hui marché central) et au marché aux fèves (rahbat al foul) ainsi que deux moulins dont un à vent dans le faubourg sud et l'autre près du rempart du même quartier.

A propos de cet imposant patrimoine, il est intéressant de souligner que tous ces biens acquis par Mahmoud Djellouli, pas un seul n'a été constitué en fondation habous ou waqf. Au-delà de son caractère très « makhzen », cette accumulation multiple et étendue à plusieurs régions témoigne, nous semble-t-il, de la confiance et du respect dont jouissait le grand caïd auprès de Hammouda Pacha Bey. Rappelons ici que le puissant vizir mamelouk Youssouf Saheb Ettâbaa, après avoir été éduqué à Sfax au sein de la famille, avait été offert au prince Hammouda, alors héritier présomptif par le caïd Baccar Djellouli, père de Mahmoud.

Bien que les propriétés de notre puissant personnage aient gardé leur statut de biens milk (privé), il convient de signaler qu'ils avaient été soumis au régime de la « oumra ». D'un emploi rare, ce régime consistait en une donation viagère révocable. Elle présente par rapport à la procédure du habous ou waqf un avantage appréciable puisqu'elle permet au constituant de garder de larges pouvoirs et, d'abord, de redevenir propriétaire à la mort d'un bénéficiaire. Mieux encore, par la clause dite de l'itissâr, le constituant se réserve le droit de revenir sur sa décision à n'importe quel moment et de reprendre ainsi la propriété pleine et entière sans autre formalité qu'une déclaration par-devant notaires. Cette formule convenait parfaitement à un homme énergique, autoritaire et, en même temps, prévoyant comme Mahmoud.

Quittons à présent l'aspect architectural et urbain pour évoquer la vie au sein de la vaste demeure de la rue du Riche. Patriarcale par excellence, la structure familiale était placée sous l'autorité de Sidi Mahmoud. Il occupait le 'uluw à entrée

indépendante que nous avons décrit plus haut. Il s'assurait ainsi une présence distante, conforme à son rang et à son prestige et qui le plaçait, de ce fait, au-dessus des autres occupants de la maison, y compris ses fils Farhat, Hassan et Hussein, futurs caïds. D'ailleurs, il ne pouvait se contenter d'une pièce classique (bayt bi al qbou wa al mqâsir) même spacieuse. En effet, outre la gestion de son patrimoine et ses activités d'armateur corsaire, Mahmoud exerçait auprès du bey les hautes fonctions de Goumrogji ou Grand douanier, seul habilité à délivrer les fameux « teskérés », autorisations d'exportation. Ses scribes, ses livres et ses archives, ses objets de valeur, tout cela requérait un grand espace. Il pouvait ainsi mener ses activités sans que le va-et-vient incessant depuis l'étudiant – dont le futur historien et ministre Ahmed ben Dhiab qui en témoigne dans sa chronique de l'Ithâf - venu solliciter l'accès à la bibliothèque du maître jusqu'au négociant marseillais ou livournais pour quelque affaire commerciale, en passant par les raïs corsaires et les divers agents, troublât l'ordre de la demeure, sans même que le reste de la maisonnée se rendît compte de la fréquence des audiences du maître.

A la mort de Sidi Mahmoud, une série de transformations allait perturber progressivement l'harmonie de la demeure. La vocation originelle du « 'uluw » avait conféré à cette partie de la demeure qui, plus tard, allait pousser la famille à s'y installer au détriment de la grande maison située au rez-de-chaussée. A ce germe de déséquilibre allaient s'ajouter d'autres facteurs qu'il serait fastidieux d'évoquer ici. Retenons qu'en 1867, au lendemain de l'exécution de Mahmoud II b. Farhat Djellouli, en raison de sa participation

active à la rébellion du prince Al 'Adil contre son frère Sadok Pacha Bey, les hommes de la famille – craignant une confiscation - jugèrent prudent de procéder à un changement du statut juridique du palais de leur père. C'est ainsi que Hassouna en fit un bien habous. Mise à l'abri d'une exaction du pouvoir, la demeure n'était plus la propriété d'un seul homme. Bien que réel, le respect dû au doyen de la famille perdait ainsi son fondement économique et donc de sa vigueur.

C'est sans doute dans ce contexte qu'il faut comprendre le départ de Mhammad b. Farhat (caïd, agha, ministre puis en 1907 Premier ministre), pour un palais de la rue Sidi Ettinji, non loin de sa maison natale. Les changements imposés par une modernisation des mœurs et de la conception de la vie de famille s'accéléraient au XXe siècle, avec des effets pas toujours heureux sur l'organisation de l'espace traditionnel de Dar Djellouli. La famille a cependant eu le grand mérite de continuer d'occuper le palais et de l'entretenir. A ce propos, nous ne saurions conclure sans rendre hommage au très regretté Sidi Ahmed Djellouli (1930-2011), homme de vaste culture, qui non seulement protégea le patrimoine de ses ancêtres mais sut redonner à la demeure ancestrale un remarquable rayonnement social et culturel. ■

Md.A.B.A.

L'auteur tient à remercier Monsieur Radhi Djellouli d'avoir fait réaliser récemment, le relevé architectural et photographique complet de la demeure familiale, contribuant ainsi à la conservation de ce riche patrimoine et mettant à la disposition des spécialistes une documentation capitale pour toute opération de restauration de ce monument historique.

ASSURANCE EPARGNE HORIZON

Décidez maintenant pour bien vivre demain !



La retraite

— j'y pense dès aujourd'hui !



Suivez l'évolution de
votre épargne en ligne



Effectuez vos versements
par carte bleue



J'investis pour
un quotidien
serein



Je m'assure
d'un futur
paisible

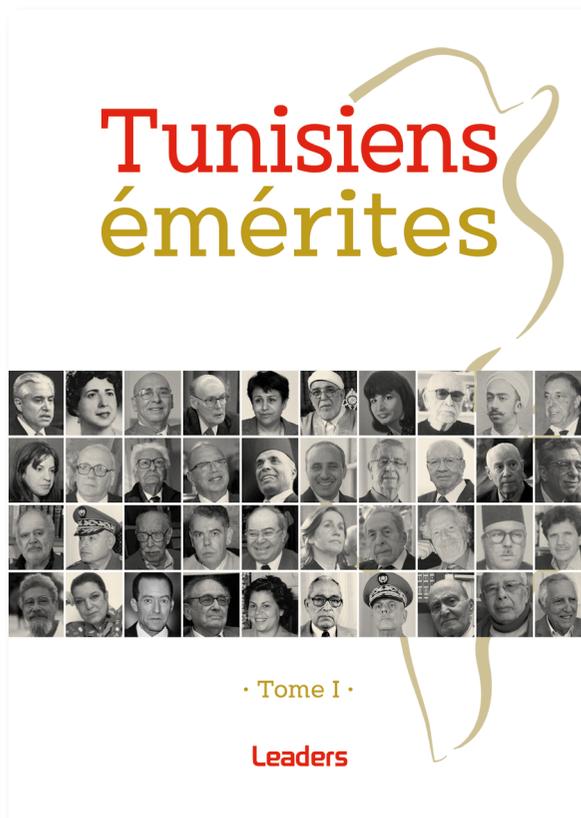


Je protège
mes proches



Je bénéficie d'un
taux minimum
garanti sur mes
investissements

Lu pour vous



Tunisiens émérites

Ouvrage collectif sous la direction de Taoufik Habaieb
Editions Leaders, 2025, 252 pages, 40 DT
Disponible en librairies et sur
www.leadersbooks.com.tn

Tunisiens émérites

De grandes figures tunisiennes nous ont quittés ces dernières années. A chaud, dans l'émotion de leur décès, hommage leur a été rendu sur *Leaders*, par des amis, des confrères et des compagnons de parcours, témoins de leur excellence.

Ces textes ont été réunis dans un ouvrage collectif qui vient de paraître aux Editions Leaders, sous le titre de *Tunisiens émérites. Les contemporains*. Il ne s'agit là que du Tome 1. D'autres sont à suivre.

Dans cette première livraison figurent quarante personnalités, à savoir :

- Slaheddine Abdellah
- Mongia Amira Mabrouk
- Abdelfattah Amor
- Hédi Annabi
- Ahlem Belhadj
- Mohamed El Habib Belkhodja
- Asma Belkhodja-Rebaï
- Jellal Ben Abdallah
- Mohamed Tahar Ben Achour
- Hassouna Ben Ayed
- Lina Ben Mhenni
- Lassâad Ben Osman
- Ahmed Ben Salah
- Rachid Ben Yedder
- Habib Bourguiba
- Habib Bourguiba Jr
- Hammadi Bousbia
- Béji Caïd Essebsi
- Amor Chadli
- Mohamed Charfi

- Hichem Djaït
- Général Mohamed Saïd El Kateb
- Brahim Gharbi
- Mohamed El Béji Hamda
- Dali Jazi
- Maya Jeribi
- Chédli Klibi

- Mokhtar Laâtiri
- Abderrahmen Mami
- Abdelwahab Meddeb
- Adel Mégdiche
- Leïla Menchari
- Mahmoud Messadi
- Ahmed Mestiri

- Fathia Mokhtar Mzali
- Tawfik Sellami
- Abdelaziz Skik
- Mohamed Talbi
- Abdelkader Zghal
- Saaddeddine Zmerli



Bonnes feuilles

C'est un parcours de reconnaissance que nous vous proposons dans les pages qui suivent. Tant d'illustres Tunisiennes et Tunisiens, qui ont servi la patrie dans divers domaines, restent très peu connus. En nous quittant, ils nous ont laissé comme legs des œuvres et des valeurs qui méritent d'être partagées, tant pour commémorer leur souvenir que pour inspirer les nouvelles générations. Un travail, un devoir de mémoire est alors nécessaire.

Plus qu'un récit de vie, retracer des itinéraires remarquables, c'est aussi rappeler des séquences de l'histoire contemporaine de la Tunisie. Chaque figure présentée incarne à sa manière un amour porté à la terre natale, une passion pour un idéal à servir, un accomplissement dans un projet collectif. Revisiter le parcours de chacun, c'est découvrir un cheminement souvent ardu, toujours déterminé, emprunté avec courage et abnégation.

Le choix n'a pas été facile, l'exhaustivité étant impossible. Puisant dans la série des hommages rendus dans Leaders au fil des années écoulées à d'illustres figures disparues, nous avons procédé à l'établissement d'une première série, qui sera complétée dans des tomes à suivre. Hommes et femmes des arts, de lettres, de science, de l'université, de la politique, de la société civile, des sports, des médias et des officiers généraux de l'armée nous servent d'exemples.

Sans prétendre à un panorama représentatif, nous avons veillé autant que possible à une bonne répartition entre les catégories (professions). Les textes ayant été rédigés à chaud par divers auteurs, lors de la disparition de ces grandes figures, n'ont pas été soumis, pour la publication de cet ouvrage, à une mise en forme ou à un canevas homogénéisé. Nous avons préféré garder leur ton du moment, souvent sous l'émotion.

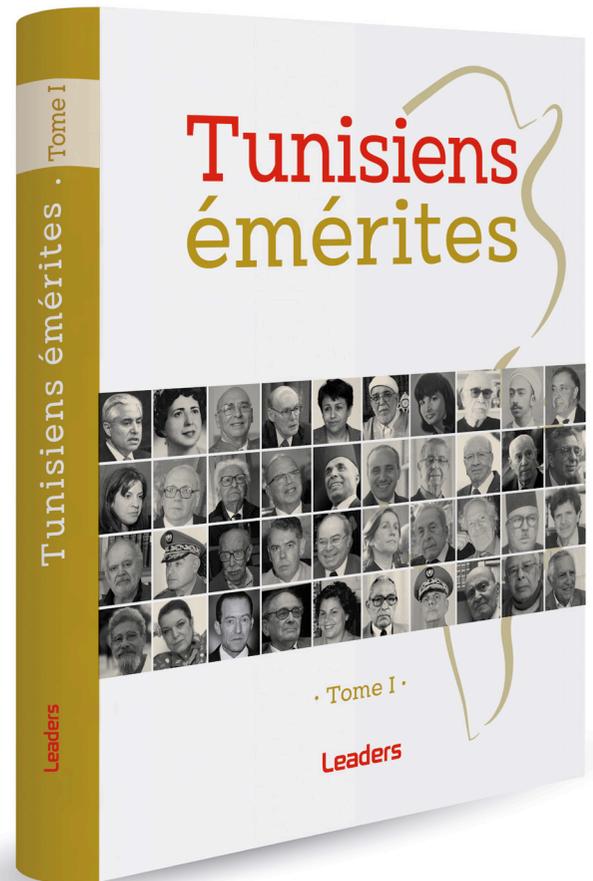
Des portraits très fins sous des plumes raffinées et avisées, ces textes riches en révélations et pleins d'enseignements viennent stimuler une mémoire nationale à la recherche de repères.

Reconnaissance et hommage s'inscrivent dans la construction de notre identité plurielle, diversifiée et glorieuse. ■

Les auteurs sont remarquables

- Abdelaziz Annabi
- Mohamed Ayadi
- Sadok Belaid
- Mohamed Chedly Belkhodja
- Mohamed el Aziz Ben Achour
- Rafaâ Ben Achour
- Hédi Ben Maïz
- Raouf Ben Rejeb
- Hamouda Ben Slama
- Mohamed Férid Ben Tanfous
- Amin Bouker
- Dorra Bouzid
- Slaheddine Caïd Essebsi
- Neila Chaâbane
- Abderrazak Chéraït
- Chadli Dziri
- Ali El Hili
- Ahmed Friaa
- Béchir Garbouj
- Taoufik Habaieb
- Adel Kammoun
- Colonel Mohamed Kasdallah
- Fayza Kefi
- Mohamed Kerrou
- Hachemi Louzir
- Ammar Mahjoubi
- Mondher Mami
- Salem Mansouri
- Emna Menif
- Khadija Moalla
- Ahmed Ounaies
- Hamadi Redissi
- Hamed Zghal

VIENT DE PARAÎTRE



Bon de commande

Nombre d'exemplaires x 40 DT Total

Nom et prénom ou Raison sociale :

Adresse de livraison :

Code postal

Tel

Je joins mon règlement au nom de PR Factory

- Chèque bancaire
- Virement

CBB : TN59 08 008 000671001274071

Date et signature

Rue Abdelwaheb Jilani, Ennour Building,
Cité des Sciences, 1082 Tunis - Mahrajène
Tel +216 71 232 111 / Fax : +216 71 750 333
www.leaders.com.tn

RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT, UN CADRE DE VIE LUXUEUX VOUS ATTEND !

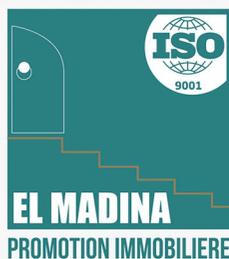
GREEN VALLEY

13 TRIPLEX DE CHARME À CHOTRANA 1, LA SOUKRA



LAISSEZ-VOUS SÉDUIRE PAR NOS TRIPLEX

VIVEZ UNE EXPÉRIENCE INÉGALÉE OÙ LE CONFORT ET LE RAFFINEMENT SE REJOIGNENT HARMONIEUSEMENT. BIENVENUE DANS UN STYLE DE VIE CONTEMPORAIN D'EXCEPTION À GREEN VALLEY !



EXPLOREZ NOS 13 TRIPLEX AUX DESIGNS DIVERS, REPRÉSENTANT L'APOGÉE DE L'ÉLÉGANCE.

98 199 702 | 29 921 009 | 29 921 011
simpar@planet.tn | www.simpar.tn





• Par Habib Touhami

Le procès en «amala» et en laïcité d'Habib Bourguiba

L'un des maux qui rongent notre pays en profondeur est l'absence d'une mémoire collective apaisée. Les Tunisiens pourraient manquer, dit-on, d'un grand récit national rassembleur ou, pour tout dire, d'un «*enchâssement instable et très évolutif de quantité de mémoires, forgées et appropriées par toute une série de groupes sociaux bien différents d'une nation ou d'un État*». Aucun désastre militaire majeur n'a marqué leur histoire récente et pas davantage le culte d'une geste glorieuse communément évoquée. C'est au point que la date de la fête nationale est chambardée selon l'humeur du Prince, sans récrimination ou regret. Quant aux politiques mémorielles, elles sont façonnées de telle manière qu'elles troublent la mémoire collective au lieu de la rasséréner. Reste la justice transitionnelle dont on attendait beaucoup, elle a fini par semer plus d'épines que de roses.

Le procès en «amala» de Bourguiba révèle cette déperdition mémorielle. Entre ceux qui sacralisent Bourguiba et ceux qui le vouent aux gémonies, il n'y a pas d'entente possible. Entré ceux qui le qualifient de «*amil*» de la France (agent) et ceux qui le présentent comme le seul vrai patriote de sa génération, le fossé est indépassable. Il reste qu'accuser Bourguiba d'être un «*amil*» a quelque chose de saugrenu. Il suffit de se pencher un peu mieux sur le caractère du personnage et ses ressorts psychologiques pour se rendre compte qu'il ne peut être ni un auxiliaire ni un vassal. Au demeurant, aucun historien sérieux n'a soutenu cette thèse bien que certains historiens d'obédience connue aient alimenté l'assertion en catimini pendant que d'autres ont observé sur la question un silence coupable. Attitude condamnable parce que notre mémoire collective est fragmentée et que c'est aux historiens nationaux de rassembler les morceaux en leur donnant sens, unité et fluidité.

L'accusation lancée contre Bourguiba pour «*amala*» est liée au processus politique ayant conduit la Tunisie à l'autonomie interne d'abord, à l'indépendance ensuite. La France a choisi en 1955 de soutenir Bourguiba contre Ben Youssef. C'est incontestable, mais est-ce un choix personnel ou conjoncturel ? Si les rôles avaient été inversés et que ce fut Bourguiba au lieu de Ben Youssef qui résidait au Caire et épousait les thèses de l'Égypte, le choix aurait-il pu être différent ? L'accusation est liée aussi au conflit ayant opposé dès

1960 le Gpra à l'Etat-major de l'ALN algérienne. Bourguiba prit à cette occasion le parti du Gpra (moitié par légalisme, moitié par sympathie pour Krim Belgacem et les politiques du Gpra) contre l'Etat-major conduit par Houari Boumediène. Il est cependant vrai que le Néo-Destour de Bourguiba, le Parti du peuple algérien (PPA) de Messali Hadj, le Parti démocratique marocain d'Hassan El-Ouazzani et le parti de l'Istiqlal d'Allal El-Fassi avaient signé au Caire en 1948 un manifeste rejetant toute négociation avec la France avant l'indépendance des trois pays. Mais ni le Maroc ni la Tunisie n'ont respecté l'engagement, estimant que les deux pays pourraient mieux aider les Algériens en lutte contre la France en étant eux-mêmes indépendants.

Venons-en maintenant à la laïcité supposée d'Habib Bourguiba. Lui-même s'en est défendu publiquement lors de sa troisième conférence «*universitaire*» donnée en 1973. Evoquant Kemal Atatürk et son œuvre, Habib Bourguiba soutint fermement que «*le père de la nation turque*» avait fait fausse route et que sa laïcisation forcée d'un peuple musulman, conservateur de surcroît, comme le peuple turc était une incongruité. Mais Bourguiba ne serait pas Bourguiba s'il n'avait pas profité de l'occasion pour faire une comparaison cocardière entre le génie militaire de «*notre*» Hannibal et celui, modeste et discutable selon lui, d'Atatürk. En réalité, le procès fait à Bourguiba pour laïcité ne se nourrit que de trois mesures prises par lui : l'interdiction de la polygamie, la suppression des «*awkafs*» et la rupture du jeûne pendant le Ramadan. Le reste n'est que conjecture.

Habib Bourguiba occupe une place importante dans notre récit national, que l'on soit d'accord ou pas. Son procès pour «*amala*» et laïcité est nécessairement corrosif pour la mémoire collective et finalement contre-productif pour ceux qui l'ont intenté, et ce pour deux raisons. La première est que le procès soustrait Bourguiba du droit légitime d'inventaire puisque l'excès dans la détestation pousse à l'excès dans l'adoration et que la raison s'accommode mal des deux. La seconde est que Bourguiba est source «*naturelle*» de débats. Cela tient tantôt à sa personnalité flamboyante, tantôt à sa conduite particulière des affaires publiques ainsi qu'à ses choix d'alliance. Ces débats sont donc nécessaires et utiles, à condition qu'ils ne sortent pas des rails et des convenances. ■

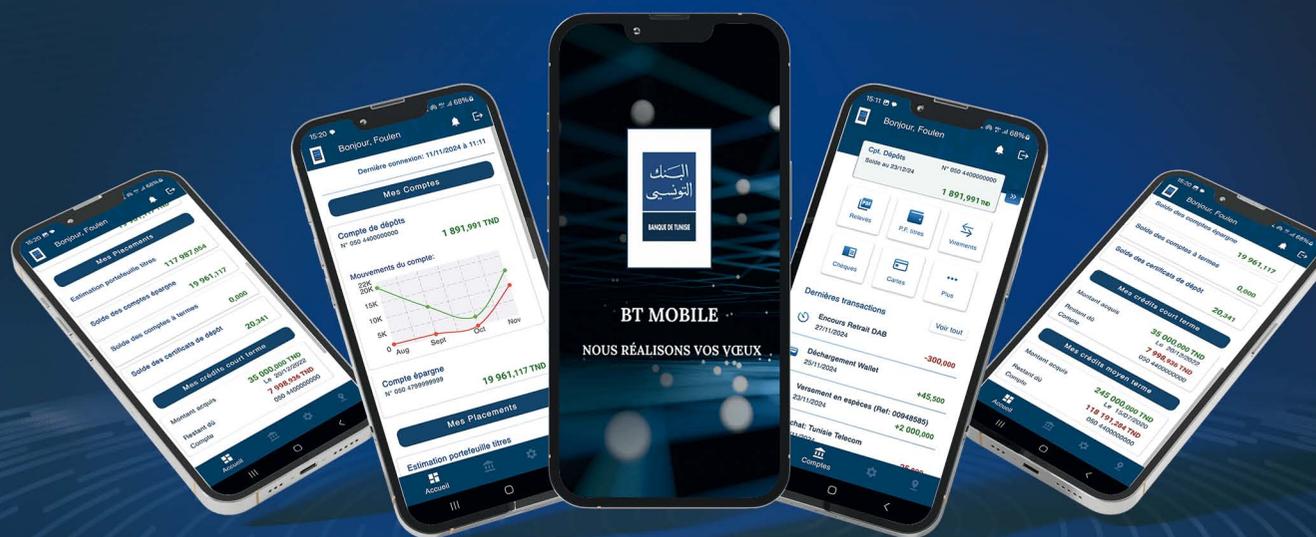
H.T.

Nouvelle application BT Mobile

البنك
التونسي

BANQUE DE TUNISIE

Plus rapide, plus intuitive, plus connectée.



Les fonctionnalités essentielles

- Connexion biométrique
- Dashboard adapté
- Virements instantanés
- Edition et partage du RIB/IBAN
- Souscription et gestion SICAV

Nouvelles fonctionnalités ¹

- Gestion des wallets BT MPAY
- Consultation et partage des relevés bancaires PDF
- Suivi des demandes de chéquier et des virements reçus
- Gestion des dossiers de scolarité

Download on the
 **App Store**

GET IT ON
 **Google Play**

 CENTRE DE RELATION CLIENT 81 10 12 12

www.bt.com.tn



H
U
B
L
O
T

BIG BANG 20TH ANNIVERSARY
TITANIUM CERAMIC

THEY'LL
NEVER NEVER
SEE IT
COMING



BEN JANNET & CO
1986

BOULEVARD PRINCIPAL, LES BERGES DU LAC 1
TÉL +216 36 360 555

RUE LAC VICTORIA, LES BERGES DU LAC 1
TÉL +216 36 360 999

MALL OF SEAX - SEAX - TÉL +216 36 249 092